



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

## MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES Bulletin Mensuel - Numéro 194 - Septembre 2013

### NOTRE OPINION

- [Peuples indiens isolés : menaces croissantes et espérance pour l'avenir](#)

### PEUPLES INDIENS ISOLÉS : CHOIX VOLONTAIRE OU STRATÉGIE DE SURVIVANCE ?

- [Renverser des mythes : Une vision générale des peuples isolés](#)  
En cette deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, savoir qu'il existe une centaine de tribus isolées sur notre planète est en soi impressionnant. Le simple fait qu'il en existe au moins une témoigne de leur résilience, créativité, autosuffisance et adaptabilité.
- [Génocide et isolement](#)  
L'isolement a sauvé peu de peuples indiens de la mort violente ou de l'assimilation invisible mais implacable. Ceux qui ont réussi à s'enfuir vivent aujourd'hui cachés dans des lieux précis de la forêt.
- [Peuples en isolement : comment les appeler ?](#)  
Tout terme utilisé pour faire référence à ces groupes est forcément artificiel : vu qu'ils n'ont pas de contact avec la société majoritaire, on ne sait pas comment ils s'autodéterminent.
- [Amazonie : Peuples en fuite](#)  
Près de 90 % des peuples indiens isolés encore existants vivent dans la région amazonienne, dans des territoires protégés par des barrières géographiques qui tiennent de moins en moins l'homme blanc à distance de leurs forêts, là où les écosystèmes et la biodiversité sont mieux préservés.
- [Poème Ayoreo](#)
- [Brésil : les peuples indiens isolés toujours menacés](#)  
L'Amazonie est convoitée et pénalisée par des mégaprojets d'infrastructure insérés dans le PAC et l'IIRSA, qui favorisent l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles au profit des grandes entreprises transnationales. Elle n'est déjà plus un habitat tranquille et sûr pour les peuples qui l'occupent depuis des milliers d'années.
- [Peuples en isolement volontaire au Pérou](#)  
L'Amazonie péruvienne et les zones voisines qui s'étendent sur d'autres pays sont habitées par

différents peuples ou groupes de peuples en isolement volontaire. L'information sur leur existence se base essentiellement sur des témoignages de certains membres de ces mêmes peuples avec qui le contact a été établi récemment, ainsi que des peuples indiens et non-indiens qui vivent près de leurs territoires et les aperçoivent ou tombent sur leurs traces quand ils sortent pêcher ou chasser.

- Équateur : la Zone Intangible Tagaeri-Taromenane du Yasuni

En 1999, un décret présidentiel a donné naissance à ladite Zone Intangible [Zona Intangible] Tagaeri-Taromenane (ZITT) dans le Parc National Yasuni. Une action significative, qui interdirait pour toujours des opérations extractivistes, y compris l'exploration pétrolière.

- Îles Andaman, Inde : « safari » de Jarawas

Une autre grande menace plane sur certains groupes isolés : le tourisme de masse pratiqué par les agents touristiques privés et les guides locaux, qui n'hésitent pas à survoler les territoires identifiés pour satisfaire les touristes.

- Les Sentinelles – la tribu la plus isolée dans le monde ?

Une autre grande menace plane sur certains groupes isolés : le tourisme de masse pratiqué par les agents touristiques privés et les guides locaux, qui n'hésitent pas à survoler les territoires identifiés pour satisfaire les touristes.

- Récits de résistance

1. Une vision des Jarawas, avec qui le contact a été établi récemment
2. Avant le contact : la fuite
3. Contact : une histoire personnelle
4. Le « dernier de sa tribu »
5. Karapiru Awá, Maranhão, Brésil
6. Une vision de Wamaxué Awá, Maranhão, Brésil

## RECOMMANDATIONS

- “Rocky Road. How legal failings and vested interests behind Peru’s Purús highway threaten the Amazon and its people”
- “There you go!”
- “Progress Can Kill: How imposed development destroys the health of tribal peoples”
- “Tribal People for Tomorrow’s World”
- “Pueblos Indígenas en Aislamiento Voluntario y Contacto Inicial”

[index](#)

---

## NOTRE OPINION

- Peuples indiens isolés : menaces croissantes et espérance pour l’avenir

Il y a quelques années, une photo a fait le tour du monde : elle montrait un Indien dans un petit village au milieu de la forêt amazonienne pointant sa flèche vers l’avion dans lequel se trouvait le photographe. La photo a fait sensation dans la presse internationale parce qu’il s’agissait d’un groupe d’Indiens qui vivait isolé dans la jungle brésilienne, sans contact avec ladite « civilisation ».

Des photos et des informations de ce type attisent la curiosité des personnes. Les médias contribuent à renforcer les préjugés en parlant d'une « découverte » d'Indiens « sauvages » qui menacent de leurs flèches, donc « dangereux ». On a également l'habitude d'affirmer qu'il s'agit de personnes vivant encore de manière « primitive », en décalage total avec le monde où presque tous ont un ou plusieurs téléphones portables, où les entreprises multinationales de communication se disputent entre elles les « zones de couverture » et surtout les personnes, considérées comme des « consommateurs potentiels ».

En même temps, la photo laisse une question en suspens : Que signifie au XXI<sup>e</sup> siècle la présence d'un groupe vivant isolément, sans contact ou très peu avec les autres? C'est un versant que les médias n'explorent que très superficiellement, quand elles le font. En fait, l'expliquer reviendrait à montrer que cette « civilisation » de laquelle les Indiens isolés ne font pas partie et dans laquelle ils ne veulent pas s'intégrer est historiquement responsable d'un véritable génocide des peuples indiens dans le monde, et ce depuis les débuts de l'ère coloniale. Les populations sans contact démontrent avec leur posture que cette « civilisation » ne veut pas retenir la leçon de ses propres erreurs et qu'elle continue sa quête de plus de terres et de « ressources naturelles ». Elle continue à exercer sa domination et sa toute-puissance sur les peuples indiens, et en particulier les peuples isolés.

Or, cette « civilisation » est elle-même très souvent sauvage et n'a de cesse de chercher à s'appropriier, sous couvert de projets « développementalistes », tous les espaces libres, dont les forêts tropicales les plus reculées où se réfugient les peuples isolés. Qu'est-ce qui motive ces peuples – environ 100 dans le monde actuel – à vivre ainsi ? D'après les chercheurs et les groupes de soutien de ces peuples, ils expriment leur volonté de vivre en liberté et de manière autonome et indépendante, sans domination et conformément à leurs coutumes, croyances et valeurs, même si beaucoup sont obligés de vivre constamment dans la fuite pour échapper aux menaces. Ces groupes isolés manifestent une résistance profonde contre notre société en raison d'une série d'expériences négatives vécues directement ou indirectement.

Finalement, leur existence permet peut-être de mieux comprendre la crise actuelle de notre « civilisation ». Une société où la plupart vivent dans des villes surpeuplées, marquées par l'inégalité et la violence. Un monde où le concept de « liberté » est devenu quelque chose d'artificiel, créé dans l'imaginaire des « consommateurs », au service du capital. Un monde qui promet par exemple une « liberté » d'accès constant et « illimité » aux systèmes de téléphonie et à Internet, dominés et contrôlés par des transnationales.

Ce sont ces entreprises transnationales qui tendent aussi, avec le soutien des États, à perpétuer la destruction progressive des forêts tropicales, y compris celles qui forment la « maison » des groupes indiens isolés. Désormais, elles cherchent en plus à s'approprier des forêts intactes pour y trouver le nouvel « or » : les « crédits de carbone », ou « crédits de biodiversité » ; de telles initiatives sont de vraies menaces pour les peuples isolés, parce qu'au lieu de protéger leurs territoires les États vont permettre l'accès et le contrôle des agents chargés des projets, les entreprises « vertes » et les grandes ONG préservationnistes.

Il convient d'observer que même les droits et les principes conquis internationalement par les peuples indiens à travers leurs organisations et leurs luttes ne rendent pas compte de la condition spécifique des indiens isolés. Par exemple, le principe international du consentement libre, informé et préalable (CLIP) s'avère inefficace et inutile pour ces groupes. Comment consulter, comment donner ou non son consentement par rapport à des projets de « développement » qui s'attachent à maintenir et à fortifier une « civilisation » qu'ils rejettent par principe et avec laquelle ils ne veulent

avoir aucun contact ?

Il est incontestable que les peuples indiens isolés ont beaucoup à nous apprendre avec leur posture radicale de résistance et de rejet du monde « civilisé », sans avoir pour autant besoin de s'isoler comme eux. En effet, ils nous alertent sur la nécessité de bien réfléchir à la manière de lutter contre les entreprises transnationales, les banques et les gouvernements qui n'arrêtent pas de nous imposer des projets « développementaux » destructeurs, de séduire des communautés avec des promesses de bénéfices. Pourtant, l'histoire nous montre que ces projets tendent généralement à nuire à la nature mais aussi aux personnes, à leurs valeurs et à leurs cultures.

Aujourd'hui, il est urgent de tous se mobiliser pour défendre sans concessions les luttes de ces groupes et peuples isolés, de combattre toutes les menaces qui font craindre pour leur survie. Ces peuples ont besoin du soutien de l'État et de la société pour préserver leurs conditions élémentaires qui en font des peuples différenciés. Conserver leur territoire est pour eux la seule garantie de continuer à vivre en liberté, et une espérance essentielle pour notre monde en crise. Les peuples isolés peuvent nous enseigner comment lutter pour être plus forts que le monde du « développement » et de la « civilisation ».

[index](#)

---

## PEUPLES INDIENS ISOLÉS : CHOIX VOLONTAIRE OU STRATÉGIE DE SURVIVANCE ?

- Renverser des mythes : Une vision générale des peuples isolés



Photo: Survival International

En cette deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, savoir qu'il existe une centaine de tribus isolées sur notre planète est en soi impressionnant. Le simple fait qu'il en existe au moins une témoigne de leur résilience, créativité, autosuffisance et adaptabilité. Peu nombreux et vivant dans des régions éloignées, riches en ressources naturelles et toujours plus convoitées par les gens de l'extérieur, ces peuples sont les plus vulnérables de notre planète.

Globalement, la définition des tribus isolées est la suivante : celles qui n'ont pas de contact pacifique avec les membres de la société principale ou dominante. Leur situation est très variable. Certaines sont en fuite, forcées au nomadisme pour survivre à l'invasion de leurs terres par une société intrusive. Elles dépendent exclusivement de la chasse et de la cueillette d'aliments

sylvestres, même si elles ont pu avoir des champs dans le passé.

Certaines ont pu avoir des contacts avec la société colonisatrice ou frontalière dans le passé, voire des siècles auparavant, avant de choisir la fuite pour échapper à la violence, la maladie et parfois l'esclavagisme apportés par cette société. D'autres ont pu faire partie de groupes tribaux plus grands, comme les lanomâni et les Ayoreos en Amérique du Sud, avant de se séparer pour préserver leur isolement.

Quelle que soit l'histoire de chacune, la majorité s'est vue obligée de modifier considérablement son mode de vie et ses moyens de subsistance pour survivre. Dans ce sens, l'expression « isolement volontaire » qui est très utilisée au Pérou peut être trompeuse, parce qu'elle laisse penser qu'elles peuvent « s'offrir le luxe » de choisir. Avec l'augmentation des projets de mégadéveloppement et de construction (extraction de pétrole et de gaz, exploitation minière, barrages hydroélectriques, grandes routes), d'exploitations forestières et d'agro-industries (bétail, soja et éthanol), beaucoup de peuples isolés font face un choix difficile : éviter le contact à tout prix ou risquer de mourir de maladies et de la violence des hommes de main, des colons ou des ouvriers du bâtiment.

Tout ce que l'on sait sur ces peuples atteste de leur volonté de maintenir leur isolement. Parfois, ils réagissent agressivement pour défendre leur territoire ou laissent des signaux dans la forêt pour faire comprendre aux bûcherons qu'il est plus prudent de s'éloigner. Certains en profitent pour acquérir des outils et des biens lors de contacts sporadiques avec des tribus voisines. Tous observent et surveillent ce qui se passe sur leurs terres et autour, car il y a des récits historiques de rencontres violentes avec les bûcherons gravés dans leur mémoire collective.

Certains missionnaires fondamentalistes les orientent. La New Tribes Mission (NTM), par exemple, a contacté secrètement le peuple brésilien Zo'é en 1987. Peu de temps après, beaucoup sont morts des suites de maladies. D'après Jiruhisú, un homme zo'é, «avant, quand il n'y avait aucun homme blanc, les Zo'é n'étaient pas malades ».

Au Paraguay, la NTM a organisé des « chasses » brutales : elle a utilisé des Ayoreos pour littéralement chasser leurs parents isolés et les sortir de force de la forêt. Plusieurs sont morts au cours de ces rencontres, d'autres ont succombé à des maladies. Beaucoup d'Ayoreos ont déjà perdu leurs terres et n'ont comme seul choix que travailler – et être exploités – dans les fermes de bétail qui ont volé une grande partie de leur territoire. Sans compter que les missionnaires installés à proximité suppriment un grand nombre de leurs rituels.

Les maladies sont une grande menace pour les peuples isolés, parce qu'ils ne sont pas immunisés contre des affections telles que la grippe et la rougeole. Dans l'année qui suit le premier contact, il est fréquent que près de la moitié d'une tribu meurt des suites de maladies. Au début des années 1980, l'exploitation de Shell a donné lieu à l'approche du peuple isolé Nahua, au Pérou. En deux ans, plus de 50 % des membres de la tribu sont morts. Une femme nahua se souvient de cette période : « Tous les miens sont morts. Ils ont commencé à avoir mal aux yeux, à tousser, ils sont tombés malades et ils sont morts là, dans la forêt ».

Quand la dictature militaire brésilienne a utilisé ses machines pour construire une route et couper une partie du territoire ianomâmi dans les années 1970, deux communautés isolées ont été éradiquées par la grippe et par des épidémies de rougeole apportées par des travailleurs.

Les tribus isolées sont généralement victimes d'un racisme profond parce que jugées « arriérées »,

« primitives » et « sauvages ». Trop souvent, ce préjugé est utilisé par les gouvernements qui les contactent et les intègrent à la société nationale pour justifier le vol de leurs terres et de leurs ressources.

En dépit de la grande quantité d'évidences (vidéos, matériel audio, photographies, objets, témoignages, entretiens, ...) recueillies au long des années, certaines personnes continuent de nier leur existence.

En 2007, le président du Pérou a déclaré que le peuple isolé Mashco-Piro avait été « créé par des environnementalistes » contraires à l'exploitation du pétrole. Des membres du peuple Yoni ont récemment filmé quelques Mashco-Piros venus ramasser des oeufs de tortue sur la berge d'un fleuve. Plus de 70 % de l'Amazonie péruvienne ont été divisés en concession pétrolière, beaucoup de ces terres abritant des peuples isolés.

Quand la fondation chargée des questions indiennes au Brésil (Funai) a diffusé une vidéo sur les nomades Kawahivas en août 2013, des politiciens de la ville l'ont aussitôt accusée de « planter » la tribu là pour empêcher la population locale d'exploiter la forêt.

Certains perçoivent les peuples indiens isolés comme des objets de curiosité à explorer, ils romantisent leur existence et les voient à tort comme des « reliques » de notre passé distant. Malgré une longue campagne de Survival International et d'organisations locales, des agents touristiques sans scrupules organisent encore des « safaris humains » pour pouvoir observer les Jarawas des îles Andaman en Inde (des Indiens avec qui la société a établi un contact récemment).

Le dernier grand refuge de la plupart des peuples isolés est la Forêt Amazonienne. Là, plus de 70 groupes vivent au Brésil, 15 au Pérou et quelques-uns en Équateur, en Bolivie et en Colombie. Les seuls peuples isolés d'Amérique du Sud qui vivent en dehors du bassin amazonien sont les Ayoreos, qui chassent dans les forêts sèches du Chaco paraguayen.

Le Brésil et le Pérou ont des organismes chargés de surveiller et de protéger les tribus isolées, ainsi qu'une politique du non-contact. L'unité du Brésil a été créée en 1987 quand la Funai a décidé de mettre fin à ses missions désastreuses de contact forcé. Désormais, l'agence utilise la technologie satellitaire pour mieux surveiller la cachette et le bien-être des groupes indiens isolés. Et elle travaille avec des tribus voisines et des organisations indiennes, qui sont généralement les premières à relater des contacts sporadiques ou à les apercevoir. Cela a permis de cartographier plusieurs territoires significatifs pour l'utilisation exclusive des peuples indiens isolés, minimisant ainsi le risque de contact potentiellement dangereux.

Néanmoins, la Funai n'a pas été capable de protéger plusieurs territoires de l'invasion. Tandis que les peuples indiens isolés montrés sur les photos de l'État brésilien de l'Acre paraissent forts et en bonne santé, disposant de productions agricoles abondantes, d'autres, comme les Awás, dans l'état du Maranhão, ont été réduits à quelques douzaines de familles petites et fragmentées après l'attaque et le massacre brutal des usurpateurs. Aujourd'hui, ils fuient les armes et les tronçonneuses ; à moins que le gouvernement n'agisse immédiatement pour expulser les exploitants forestiers, ils ne sont pas à l'abri d'un génocide.

Un homme solitaire dans l'État brésilien de Rondônia, connu comme « le dernier de sa tribu », résiste à toutes les tentatives de contact et survit sur un petit lopin de terre dans la forêt tropicale au milieu d'énormes fermes de bétail et de plantations de soja.

La tribu la plus isolée au monde est probablement celle des Sentinelles, qui vivent sur l'île de North Sentinel, dans l'océan Indien. Au cours des dernières années, plus de 40 tribus isolées ont été identifiées en Papouasie occidentale, la moitié ouest de l'île de la Nouvelle-Guinée. Si beaucoup de ces tribus ont accepté le contact, d'autres s'y opposent. Il est quasiment impossible d'obtenir des informations précises sur elles parce que l'Indonésie a interdit aux organisations des droits de l'homme et aux journalistes d'entrer en Papouasie occidentale, de sorte que les possibilités de recherche sont très limitées.

La disparition des tribus isolées qui existent encore dans le monde n'est pas quelque chose d'inévitable, cependant leur avenir est entre nos mains et représente l'un des plus grands défis humanitaires de ce siècle. Même si le droit international le reconnaît, leur droit fondamental à l'autodétermination ne peut devenir réalité que grâce à une pression de l'opinion publique sur les gouvernements et les multinationales.

Si nous ne respectons pas leurs choix et si nous n'arrêtons pas de détruire leurs terres, nous perdrons des sociétés uniques, contemporaines et fortes, qui font partie de la grande diversité de notre planète et qui jouent un rôle fondamental dans la protection d'une partie de la plus grande biodiversité du monde. Nous pouvons tous bénéficier de leurs connaissances et de leur rapport à la nature. Mais si nous n'agissons pas tout de suite, nous allons perdre des peuples entiers et une partie de notre humanité.

Fiona Watson, Survival, [fw@survivalinternational.org](mailto:fw@survivalinternational.org) . Pour plus d'informations sur les tribus isolées : [www.uncontactedtribes.org](http://www.uncontactedtribes.org)

[index](#)

---

- Génocide et isolement



Photo par Pablo Cingolani: Fillette du peuple indien Yuqui, de l'Amazonie bolivienne. Peuple qui vivait isolé avant d'être approché par les missionnaires entre 1967 et 1991. Aujourd'hui, le groupe vit dans une pauvreté extrême, conséquence de ces contacts forcés.

Il y a un siècle, José Santos Machicado écrivait dans la nouvelle *Tres dias en el bosque* [Trois jours dans le bois] : « Il n'est pas admissible que les Toromona se privent de pousser les cris qu'ils ont l'habitude de pousser quand ils capturent une proie ou surprennent l'ennemi, et que ces cris n'arrivent pas à une si petite distance du peuple »(1). La profondeur des images transmises dans ce paragraphe illustre toute la mentalité d'une époque. Quand le positivisme dominait les esprits, les carabines « winchesters » étaient toujours à portée de main et la jungle amazonienne était victime

d'une quête effrénée de richesses : c'était alors l'apogée du capitalisme avec l'extraction du caoutchouc (1880-1914).

Il existe aujourd'hui une vision romantique et idéaliste sur cette période si dramatique et, en même temps, peu étudiée par l'histoire contemporaine. Or, cette période a marqué les régions forestières de plusieurs pays sud-américains.

S'il est possible de prouver l'influence de l'extraction du caoutchouc (qui a aussi accéléré la consolidation du géant brésilien) sur l'intégration territoriale des états-nations naissants adossés à la Cordillère des Andes, cela ne peut ni ne doit masquer le coût social énorme et terrible de cette activité économique.

En défense de la dignité des survivants et de leurs descendants actuels, et en hommage à la mémoire de ceux qui ont été victimes de massacres violents ou de travaux épuisants ou forcés, il est important d'affirmer clairement que l'Amazonie continentale a connu un génocide entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe.

Les noms de ces « pionniers » et « industriels » qui sont rappelés dans les provinces, les villages, sur les billets de banque et les monuments ne sont rien d'autre que le témoignage d'une grave omission historique : celle de la reconnaissance pleine des premières cultures amazoniennes qui habitaient ces territoires et d'une relecture du passé qui ne fait que perpétuer les offenses subies. En Amazonie continentale (dont l'économie demeure dans une large mesure féodale ou colonialiste), un colonialisme honteux continue d'être pratiqué par des groupes oligarchiques et/ou entrepreneuriaux.

L'ancien président de la Bolivie, Pando, a décrit toute une croyance dans *Viaje a la región de la goma elástica* (1894) [Voyage dans la région du caoutchouc] : « Ce n'est pas une tâche facile de les attaquer chez eux et de les poursuivre dans la forêt, et c'est seulement avec l'aide de chiens et d'experts habitués à la montagne [...] que l'on peut les surprendre et les dominer [...] »(2). L'utilisation de chiens nous renvoie à la conquête espagnole des Caraïbes et des Andes, à la terreur des autochtones et aux humiliations subies. Une chasse à l'homme pure et simple.

Le livre cite également les « prouesses » de certains personnages : « Monsieur Mouton, dont le courage a déjà été mis à l'épreuve [...] a réussi à atteindre et à surprendre les sauvages (guarayos) ; il a exterminé presque toute la tribu, à part deux enfants qui ont réussi à s'enfuir ».

Dans ce contexte dominé par la loi du plus fort, beaucoup d'étrangers se sont distingués de par leur sadisme. En 1914, le naturaliste suédois Erland Nordenskiöld a réuni des histoires terrifiantes. Un Français avait fait prisonniers des enfants d'un village indien et s'était installé avec son équipe sur la rive du cours supérieur du fleuve Madidi. « Les enfants criaient et rien ne calmait. Pour éviter que leurs cris n'attirent les Indiens, il les attrapa par les jambes et leur cogna la tête par terre ». Et d'ajouter : « Près des hangars d'extraction de caoutchouc du fleuve Beni, plusieurs Chamas ont été vendus par les chasseurs d'esclaves ». Chamas et Guarayos sont deux dénominations pour la même ethnie : les Ese Ejja.

La seule lecture de l'idéologie à la base du génocide est affligeante : « Le sauvage est une bête qui attaque sans distinction quand elle est en colère, et il faut chasser cette bête [...] près du fleuve Madera, avec les tribus de parintintins et caripunans, il y a des attaques tous les ans, qui obligent les industriels à les poursuivre et à les abattre héroïquement ». Cette information provient du journal fondé par Vaca Diez, *Gaceta del Norte*, écrite en 1888 dans son hangar Orton – à l'apogée de cette

orgie barbare et oppressive qui rappelle beaucoup le Congo de Au cœur des ténèbres, de Joseph Conrad. Conrad y retrace l'horreur vécue par les peuples de l'Afrique noire confrontés au même cauchemar : l'irruption du capitalisme dans les jungles.

Devant cette situation désespérante, les tribus de l'Amazonie se sont réfugiées à l'intérieur des forêts ; elles se sont éloignées des grands fleuves d'où venaient les envahisseurs afin d'échapper à une mort certaine et de tenter de garantir leur liberté, leur indépendance et leur mode de vie traditionnel.

Nordenskiöld a évoqué le dilemme éthique du contact avec la « civilisation » pendant ces années de mépris absolu de l'autre. Un jour, un Indien Chama est venu chercher son fils qui travaillait à Cavinás, près de l'embouchure du fleuve Madidi. Se demandant s'il valait mieux qu'il reparte avec son père, il écrit : « Dans les hangars de caoutchouc, il va être un sous-ffire de plus, qui devra travailler toute sa vie pour les autres, qui recevra un salaire minuscule, des habits et à manger. Il apprendra à se soûler. Dans la jungle, parfois c'est la faim, parfois l'abondance. Il ne se sentira jamais à l'abri des Blancs, et peut-être même pas des autres Indiens. Il devra peut-être vivre comme un animal traqué, mais il sera son propre maître ». En face de ces deux options, Nordenskiöld répond sans hésiter : « Si j'étais le chama, j'emmenerais mon fils ».

La prédiction du Suédois s'est largement réalisée, à savoir : l'acculturation des ethnies amazoniennes tout au long du XXe siècle et la forme la plus triste de disparition : dans le silence et la solitude d'une culture dominante qui nie leur existence.

L'isolement a sauvé peu de peuples indiens de la mort violente ou de l'assimilation invisible mais implacable. Ceux qui ont réussi à s'enfuir vivent aujourd'hui cachés dans des lieux précis de la forêt. Le monde, ou plus exactement le monde représenté par l'ONU et quelques gouvernements, comme le gouvernement bolivien, a approuvé des lois, pris des résolutions et des mesures pour les protéger, pour que les derniers peuples indiens isolés ne disparaissent pas. Il est nécessaire, urgent et prioritaire que ces lois soient appliquées et respectées, car trop peu de gens sont au courant de la situation et peu la comprennent véritablement. Et ceux qui sont conscients de la gravité de ce drame humain sont encore moins nombreux.

(1) Cf. Cuentos Bolivianos. B. Herder, Fribourg en Brisgovie, Allemagne, 1908. Il est écrit dans le petit ouvrage que M. Herder est le « libraire-éditeur pontifical ». Ce bijou bibliographique qui reproduit avec précision les écrits de cet antilibéral fougueux qu'était José Santos Machicado a été cédé par Fernando Arispe.

(2) Les citations de Pando et de la Gaceta del Norte sont de María del Pilar Gamarra Téllez. « Orígenes históricos de la goma elástica en Bolivia. La colonización de la Amazonía y el primer auge gomero, 1870- 1910 ». In : Historia, UMSA, La Paz, 1990, n° 20.

Pablo Cingolani, Rio Abajo, Bolivie, juillet 2013, pablocingolani@yahoo.com.ar

[index](#)

---

- Peuples en isolement : comment les appeler ?



Photo: [uncontactedtribes.org](http://uncontactedtribes.org)

Dans *Los Pueblos Indígenas en Aislamiento : Su lucha por la sobrevivencia y la libertad* (2002), Beatriz Huertas Castillo explique que tout terme utilisé pour faire référence à ces groupes est forcément artificiel : vu qu'ils n'ont pas de contact avec la société majoritaire, on ne sait pas comment ils s'autodéterminent. Parmi les termes utilisés pour parler d'eux, on trouve notamment : « non contactés », « isolés », « en isolement volontaire », « peuples libres », « de premier contact », « occultes », « invisibles », « maskos », « calatos », « indiens farouches », « sauvages ». Mais tous se réfèrent au même concept. Dans le contexte international, l'expression la plus utilisée est « peuples indiens en isolement ». Le qualificatif « volontaire » peut également être matière à controverse : même si l'on peut dire que les peuples indiens en isolement choisissent de s'isoler, il est vrai aussi qu'ils ont été obligés de faire ce choix à cause d'une longue histoire de contacts tragiques avec la population environnante.

Source : [www.iwgia\\_files\\_publications\\_files/0603\\_aislados\\_contacto.pdf](http://www.iwgia_files_publications_files/0603_aislados_contacto.pdf)

[index](#)

---

- Amazonie : Peuples en fuite



Photo : Localisation approximative des peuples indiens en isolement volontaire et des peuples avec qui le contact a été établi récemment. Source: *Pueblos Indígenas en aislamiento voluntario y contacto inicial*, IWGIA – IPES – 2012

Près de 90 % des peuples indiens isolés encore existants vivent dans la région amazonienne, dans des territoires protégés par des barrières géographiques qui tiennent de moins en moins l'homme blanc à distance de leurs forêts, là où les écosystèmes et la biodiversité sont mieux préservés. Ces peuples ont choisi l'isolement pour échapper à un contact qui s'est avéré destructeur dans le passé

: soit ils ont été directement confrontés aux Blancs, soit ils l'ont appris indirectement d'autres peuples 'contactés'.

La décision de l'isolement se manifeste par des actes de résistance avec des armes, des pièges, des symboles et des signaux d'avertissement et de menace à l'encontre des envahisseurs. Mais ce qui prédomine, c'est la fuite systématique vers des territoires toujours plus distants des fronts d'expansion de la « civilisation occidentale », pour tenter de maintenir leurs formes traditionnelles de reproduction sociale et matérielle. Les territoires sont chaque fois plus dépouillés, soumis à l'avidité et à la vitesse à laquelle chaque centimètre de terre de ce début de millénaire est cartographié, « géoréférencé », délimité par le renversement complet de la « nature » en « ressources naturelles ». Une « entreprise globale » projetée par le grand capital, où il ne devrait plus y avoir de peuples ni de territoires isolés mais juste des produits incorporés aux processus productifs, ou des rejets recyclés « par » et « pour » ces mêmes processus. Des lieux où ils résistent et où ils ont peur d'exister.

Aujourd'hui au Brésil, la FUNAI estime à 70 environ le nombre de groupes d'Indiens isolés et à 15 celui de groupes avec lesquels un contact a été établi récemment.

La Constitution brésilienne reconnaît la condition spéciale de vulnérabilité des peuples indiens isolés et des peuples récemment 'contactés' quand elle garantit à tous les peuples indiens le droit à « l'organisation sociale, les coutumes, les langues, les croyances et les traditions, et les droits primaires sur les terres qu'ils occupent traditionnellement ». Il ne fait aucun doute que le contact indifférencié avec ces groupes a provoqué au cours du temps une réduction significative de la population. C'est dans ce contexte de reconnaissance de la vulnérabilité et du droit à l'autodétermination que ces conquêtes ont garanti aux 'Indiens isolés' le droit de continuer ainsi. En conséquence, l'État se doit de protéger et de respecter les conditions nécessaires à leur autodétermination. Finalement, quelles sont ces conditions nécessaires dont ont besoin les Indiens isolés et les Indiens 'contactés' récemment pour continuer à exprimer leur autodétermination ?

Les groupes indiens isolés et récemment 'contactés' vivent en relation étroite avec leur écosystème, dépendent de leurs ressources naturelles (faune, flore et ressources hydriques) et entretiennent des relations mythiques avec leurs territoires.

Ces conditions sont fondamentales pour leur reproduction socioculturelle. L'État doit donner la priorité à ces conditions pour permettre aux Indiens isolés et aux Indiens récemment 'contactés' de développer à leur manière l'éducation, la santé, l'alimentation, le travail, le logement, les loisirs, la sécurité, la protection de la maternité et de l'enfance, afin de respecter « l'organisation sociale, les coutumes, les langues, les croyances et les traditions ».

Garantir un territoire écologiquement équilibré est donc essentiel à l'autodétermination et à l'autosubsistance de ces groupes. Mais il faut également que ces territoires et leurs environs soient protégés des envahisseurs et des facteurs extérieurs qui déséquilibrent le milieu et transmettent des maladies exogènes à leur système immunologique. Dans le cas des groupes indigènes avec qui un contact a été récemment établi, à l'« indispensabilité territoriale » s'ajoute la nécessité d'« interrelation culturelle » pour pouvoir affirmer leur identité et atteindre l'unité à partir de la diversité.

Les deux faces de l'État : agent protecteur et menaçant

Si les Indiens 'contactés' qui s'expriment et exercent leurs droits civils par le biais de leurs organisations sont un peu moins vulnérables en face de la société occidentale (et englobante), leurs

droits continuent cependant d'être largement ignorés par une partie des institutions (étatiques et privées) brésiliennes. Alors que l'État est censé protéger les Indiens isolés et récemment 'contactés', il est en même temps une des menaces principales quand il demande à ses agents et institutions une « accélération de la croissance » et une priorité absolue pour les ouvrages d'infrastructure et l'exploitation des ressources naturelles.

L'Initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure de l'Amérique du Sud (IIRSA), le Plan d'Action Stratégique 2012-2022 (PAE) du Conseil Sud-américain à l'Infrastructure et à la Planification (COSIPLAN) de l'Union des Nations Sud-Américaines (connu sous le nom d'IIRSA-2) et, au niveau du Brésil, le Programme d'Accélération de la Croissance (PAC), ont en commun de vouloir développer et intégrer l'infrastructure du transport, de l'énergie et de la communication – autrement dit, « l'infrastructure économique ». Ils prévoient de mettre en place des couloirs (aériens, ferroviaires et maritimes) pour augmenter le commerce et établir des chaînes productives directement liées à l'exploitation des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables, connectées aux marchés mondiaux et en particulier à ceux de l'Amérique du Nord, de l'Europe et, désormais, de l'Asie. Pour réaliser ces mégaprojets, il faut selon leurs concepteurs supprimer les « barrières » (ici les barrières sont l'Amazonie, la Cordillère des Andes et leurs populations autochtones), donc faire de grandes réformes législatives pour harmoniser les lois nationales des 12 pays engagés dans l'IIRSA-2 et « intégrer » les régions stratégiques « faiblement peuplées » mais disposant d'une biodiversité et de réserves énormes de matières premières.

Force est de constater la persistance d'un même modèle de colonialité dans les différents contextes biophysiques et socioculturels latino-américains. C'est la persistance de cette colonialité qui aide à comprendre aussi bien les avancées que les reculs qu'ont connu les peuples indiens isolés et récemment 'contactés' du Brésil ces dernières années. Cette nouvelle saga développementaliste place les gouvernements sud-américains au service des éternels puissants, même si dans certains cas (à la différence d'autres périodes de modernisation accélérée) ce sont des sujets historiquement opprimés par les politiques coloniales. Mais le risque encouru est de ne rien faire d'autre que reconfigurer le modèle d'exploitation et donner un nouveau visage (dissimulé et intensif) à l'esclavagisme.

Extrait de "Povos indígenas isolados e de recente contato no Brasil. Políticas, direitos e problemáticas", por Antenor Vaz, abril de 2013, envoyé par l'auteur, [http://wrm.org.uy/es/files/2013/09/Povos Indigenas Isolados e de Recente Contato no Brasil.pdf](http://wrm.org.uy/es/files/2013/09/Povos%20Indigenas%20Isolados%20e%20de%20Reciente%20Contato%20no%20Brasil.pdf); et "Povos indígenas isolados, autonomia, pluralismo jurídico e direitos da natureza, relações e reciprocidades", Antenor Vaz, Comité consultatif international pour la protection des peuples indiens en situation d'isolement et de premier contact, et Paulo Augusto André Balthazar, chercheur de l'Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro, <http://onteaiken.com.ar/ver/boletin15/3-1.pdf>

[index](#)



Photo: [volunteerlatinamericablog.com](http://volunteerlatinamericablog.com)

L'esprit est venu sous les traits du corbeau,  
m'a emmené là-haut et dit :  
« Regarde Eami\* ce soir.  
Beaucoup de feux sont allumés.  
Ce sont les foyers de ton peuple Ayoreo  
qui éclairent tout ».

Nous avons continué à voler  
et les lumières se sont éteintes,  
Les unes après les autres.

« C'est l'avenir de ton peuple.  
Les bois s'obscurcissent  
parce que les Ayoreo n'y vivent déjà plus.  
Tout devient obscurité ».

C'est ce que chantait mon grand-père  
quand j'étais enfant.  
Et moi, Oji, je me souviens de son chant  
Et mon peuple sait maintenant  
que mon grand-père chantait la vérité.

\* Territoire Ayoreo

CF. [www.iniciativa-amotocodie.org](http://www.iniciativa-amotocodie.org)

[index](#)

---

- Brésil : les peuples indiens isolés toujours menacés



Photo : Gleyson Miranda, 2010 – FUNAI files, source: Pueblos Indígenas en aislamiento voluntario y contacto inicial, IWGIA – IPES – 2012

L'Amazonie est convoitée et pénalisée par des mégaprojets d'infrastructure insérés dans le PAC (Programme d'Accélération de la Croissance du gouvernement brésilien) et l'IIRSA (Initiative d'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-Américaine), qui favorisent l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles au profit des grandes entreprises transnationales. Elle n'est déjà plus un habitat tranquille et sûr pour les peuples qui l'occupent depuis des milliers d'années.

Les conflits se sont installés entre : d'un côté, les peuples et les communautés traditionnelles qui résistent par tous les moyens à l'occupation de leur territoire ; de l'autre, les grandes entreprises du bâtiment et de l'énergie, les banques, les exploitations forestières, les latifundistes, les groupes pétroliers ainsi que le gouvernement avec ses projets développementalistes et autoritaires. C'est au milieu du modèle « agro-extractiviste » et exportateur de matières premières, par essence violent et déprédateur, que se trouvent les peuples indiens isolés. Pour tenter de conserver leur liberté, ils tentent de se réfugier dans des zones inaccessibles. Mais aujourd'hui il n'en existe presque plus. La menace d'extinction de ces groupes est une possibilité de plus en plus réelle. Dans les lignes suivantes, nous mettons en lumière quelques-unes des situations les plus dramatiques.

### 1. Menaces contre les Awá Guajá, indiens isolés dans l'état du Maranhão

Les atteintes à la survivance du peuple Awá Guajá ont débuté dans les années 1950 avec la construction de la route BR 222 et se sont aggravés avec le projet Grande Carajás (qui bénéficie de ressources de la Banque Mondiale et de l'Union Européenne) inauguré en 1982. La voie ferrée pour transporter le minerai de la Serra du Carajás au port de São Luis (état du Maranhão) et la route adjacente qui ont été construites traversent le territoire de ce peuple.

Dans le sillon du projet Grande Carajás et profitant de l'omission de l'état, des milliers de personnes se sont installées sur les terres Awá. Parmi elles, des exploitants forestiers, des exploitants agricoles et même des petits agriculteurs. Dans ce processus d'invasion, les Awá ont été décimés : « Ceux qui ne sont pas morts par les armes ont très souvent succombé aux maladies introduites et contre lesquelles ils n'étaient pas immunisés » (1).

Avec la délimitation des terres indiennes Awá, Caru, Araribóia et Alto Turiaçu, qui abritent en plus des Awá Guajá les peuples Guajajara, Ka'apor et Tembé, on s'attendait à ce que les zones de déplacement des groupes isolés survivants du peuple Awá soient sauvegardées un minimum. Ce n'est pas ce qui s'est passé. Les envahisseurs sont restés où ils étaient, de nouvelles routes illégales ont été construites, la voie ferrée Carajás s'est agrandie et la déforestation s'est poursuivie – d'après les données de 2010, elle est déjà de l'ordre de 31 % de la Réserve Indienne Awá.

La Pétition envoyée à la Commission Interaméricaine indique qu'« en août 2012 des exploitants forestiers provenant de trois directions différentes ont commencé à converger vers le village Juriti. En septembre, des exploitants forestiers armés ont obligé une équipe de la FUNAI et d'autres fonctionnaires à se retirer du territoire » (2). Ces exploitants continuent d'avancer en toute impunité sur les territoires indiens, et les camions de bois sortent de la zone sans être inquiétés. Devant cette situation, les Awá isolés sont totalement à la merci des exploitants forestiers ; ils sont exposés à tout type de violence, y compris au génocide. L'omission de l'État condamne les Awá à disparaître.

## 2. Menaces contre les indiens isolés d'Alto Rio Envira (Acre)

Ces Indiens vivent à la frontière entre le Brésil et le Pérou. Du côté brésilien, ils partagent la terre avec le peuple Ashaninka. Ils subissent la pression des exploitants forestiers, des narcotrafiquants et des projets pétroliers. Leur présence est souvent remarquée à proximité des villages Ashaninka et Kulina. La FUNAI maintenait dans la région un Front de Protection Environnementale du cours supérieur du fleuve Envira (Alto Rio Envira), mais il a été abandonné au cours du premier semestre 2012. Après un voyage dans la région pour y effectuer des relevés, l'équipe de Cimi Amazônia Occidental a écrit : « Les premières impressions de la base abandonnée il y a à peine un an sont de désolation, la forêt couvre une partie des maisons et des hangars [...] La maison principale était complètement ouverte et tout était sens dessus dessous, signe d'une présence, mais impossible d'affirmer si ce sont les isolés.

Il y a beaucoup d'équipements de communication abandonnés dans la zone : à l'entrée de la maison principale se trouvent deux batteries apparemment neuves, sans doute utilisées en radiophonie. Nous avons vu des équipements qui semblent être des radios de communication, un stabilisateur et beaucoup de fils coupés. En dehors de la maison il y a une antenne parabolique qui paraît intacte malgré l'abandon de la zone.

Dans les autres maisons de la base, surtout dans celle qui semble avoir été un entrepôt, nous avons vu plusieurs matériaux coûteux abandonnés, dont un moteur de bateau voadeira, un tambour moteur et un générateur, tout à l'abandon. Parmi les matériaux éparpillés au sol se trouvent des centaines de cartouches calibre 20 de la marque CBC. Nous n'avons pas réussi à découvrir pourquoi il y avait tant de cartouches dans un seul endroit.

Nous sommes inquiets vis-à-vis de l'état actuel de la base et du manque de protection des peuples isolés, parce que nous ne savons pas quels dégâts culturels et risques physiques auront les batteries si elles viennent à se fendre, ou s'ils emportent d'autres produits toxiques chez eux. Des comptes rendus nous disent que la dernière équipe qui travaillait là est partie précipitamment, expulsée par les Péruviens... » (3).

En plus des graves conséquences que peut avoir l'abandon de matériaux explosifs et toxiques sur une terre habitée par des peuples isolés (comme c'est le cas dans l'état du Maranhão), l'État cède devant les envahisseurs et ne remplit par son obligation de protection de ces peuples.

Une autre forme de violence à l'égard de ces populations isolées est le manque d'assistance sanitaire adéquate et régulière du Sesai (Secrétariat Spécial à la Santé des Indiens) dans les villages ashaninka et kulina. Les peuples isolés s'introduisent souvent dans les habitations et prennent des objets tels que des vêtements et des hamacs, qui peuvent être contaminés par le virus de la grippe ou d'autres maladies. Or, un virus peut décimer silencieusement des familles

entières.

### 3. Menaces contre les indiens isolés de Vale du Javari

Les entreprises pétrolières menacent les peuples indiens isolés de la Vallée du Javari, aussi bien du côté péruvien que du côté brésilien.

Du côté péruvien, l'entreprise canadienne Pacific Rubiales Energy effectue un relevé sismique sur la portion de terre 135, dans une région occupée par des indiens isolés. Cette portion de terre se superpose à la réserve territoriale Tapiche, Blanco, Yaquerana. L'entreprise a l'intention d'ouvrir au total 789 km de lignes sismiques et 134 clairières pour l'atterrissage des hélicoptères. Du côté brésilien, l'Agence Nationale de Pétrole (ANP) a acquis en 2007 des données aérogéophysiques et géochimiques sur le bassin du fleuve Rio Acre. En 2009, elle a effectué des activités de prospection sismique à raison de 1017 km éparpillés sur 12 lignes, dans la région de l'Alto Rio Envira, à tout juste 10 km de la partie sud de la Réserve Indienne de la Vallée du Javari ; sans compter que l'une d'elles traverse même un chemin utilisé par les indiens Marubo.

Il existe au moins 15 groupes indiens isolés qui se déplacent sur une large bande de territoire de la Vallée du Javari. Or, la prospection pétrolière qui a tourmenté ces peuples dans les années 1970 (il y a eu des morts lors des conflits) menace à nouveau. La situation est encore plus effrayante parce que ni les Indiens ni la Funai n'ont été informés – et encore moins consultés – de la prospection.

Les maladies sont une autre menace à l'encontre des peuples indiens isolés de la Vallée du Javari. La population indienne en contact avec les Blancs ne reçoit pas une assistance sanitaire adéquate – d'où la campagne « Peuples Indiens du Javari unis pour la santé, pour la vie », qui s'est achevée fin 2012. Vu que les Indiens isolés sont de plus en plus souvent aperçus dans les champs et les alentours des villages des autres peuples indiens du Javari, ils risquent d'attraper des maladies contagieuses qui seraient fatales pour leurs groupes.

### 4. Menaces contre les peuples isolés dans la zone du Complexe Hydroélectrique de Madeira et de la Réserve Bom Futura (Roraima)

D'après les informations existantes, il existe 5 peuples indiens isolés dans la zone nommée Complexo do Madeira. Ils sont sérieusement menacés par l'invasion des exploitants forestiers dans la Réserve du Bom Futuro mais aussi par le Complexe de Madeira lui-même, avec la construction des hydroélectriques de Santo Antônio et Jirau, situés dans les communes de Porto Velho, Candeias do Jamari et le Distrito de Jacu-Paraná, dans l'état de Rondônia.

Ces peuples se déplacent près du village Kyowã du peuple Karitiana, à 90 km de Porto Velho. Selon un récit du peuple Karitiana, des personnes qui ramassaient des noix à moins de 5 km du village ont aperçu un petit groupe de femmes et d'hommes armés de leurs arcs. Ce groupe a été vu par les Karitiana à d'autres moments, en plus de vestiges de leur campement. Les Karitiana ont désormais peur de circuler en toute liberté sur leur territoire. Ils ont essayé de discuter avec eux, pour voir si la langue était la même.

Inquiets de ce rapprochement des Indiens isolés, les Karitiana ont informé le Front de Protection Ethno-environnementale. Mais aucune disposition n'aurait été prise.

En octobre/novembre 2012, des employés transportant du combustible vers le chantier de l'usine

hydroélectrique de Jirau, District de Jacy-Paraná, ont aperçu deux Indiens nus, seulement équipés de leur arc et flèches.

D'autre part, un groupe d'Indiens isolés a été vu par un jeune qui s'occupait du bétail à proximité de la ville de Porto Velho, pas très loin du quartier Ulisses Guimarães et Jardim Santana. Les grandes entreprises menacent la vie de ces peuples et sont susceptibles de provoquer de graves conflits. Ces peuples sont fortement exposés au génocide.

#### 5. Peuples isolés menacés par l'usine hydroélectrique Belo Monte

D'après les données du CIMI, il y a dans le bassin du fleuve Xingu 6 références à des groupes indiens isolés, y compris dans la zone d'influence du barrage de Belo Monte.

Le 29 juillet 2011, la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) a demandé à l'état brésilien de prendre des mesures « pour protéger la vie, la santé et l'intégrité personnelle des communautés indiennes du bassin du Xingu en isolement volontaire, et l'intégrité culturelle de ces communautés avec la mise en place et l'exécution concrètes des mesures juridiques formelles déjà existantes, ainsi que la définition et l'implantation de mesures spécifiques pour atténuer les effets de la construction du barrage de Belo Monte sur le territoire et la vie de ces communautés isolées »(4).

Trois ans plus tard, force est de constater que le gouvernement n'a pratiquement rien fait pour répondre à la sollicitation de la CIDH. La note MC-382-10 / P-817-11 Communautés traditionnelles du bassin du fleuve Xingu, Pará, Brésil du 19/04/2013 observe : « Rien ne permet d'affirmer l'implantation et l'exécution de mesures juridico-formelles ou même spécifiques pour atténuer les effets de la construction du barrage de Belo Monte sur le territoire et la vie de ces communautés isolées. Même après les mesures réclamées par la CIDH, l'État n'a pas mené des actions concrètes et suffisantes pour protéger en particulier les communautés isolées ; les mesures prises sont transitoires et fragiles, elles ne permettent pas une protection à la hauteur de celle requise par la CIDH » (5).

En outre, il existe des groupes indiens isolés dans le bassin du Xingu qui n'ont pas été mentionnés par la Funai, pour qui aucune mesure de protection n'est envisagée.

#### 6. Projets hydroélectriques qui menacent les peuples isolés du bassin du Tapajós

Il existe au moins 5 groupes indiens isolés dans le bassin du fleuve Tapajós, une région visée par des projets d'usines hydroélectriques. Si cet ensemble d'usines est construit, les 5 groupes vont être menacés d'extinction. Il est à peine concevable que le gouvernement, chargé de protéger la vie de ces peuples, puisse projeter des ouvrages de cette taille et dont les effets seront, comme tout le monde le sait, incontrôlables.

L'option développementaliste de l'État compromet l'avenir des peuples isolés

Les exemples supra cités illustre la négligence en matière de protection des peuples isolés. Dans le cas des Awá Guajá de l'état du Maranhão et des peuples isolés de la région du fleuve Envira dans l'état de l'Acre, l'État laisse faire l'exploitation illégale de bois et le trafic de drogues, abandonnant ainsi les Indiens aux mains des malfaiteurs. S'ajoute à cela la précarité de l'assistance sanitaire des peuples indiens qui ont des contacts avec les Indiens isolés – une situation observée dans la Vallée du Javari et près du fleuve Envira – et menacent donc leur vie. L'État brille par son omission. Dans le cas des hydroélectriques de Madeira, Belo Monte et Tapajós (si elles sont

construites), c'est l'action de l'État qui menace la vie des peuples isolés. C'est lui qui projette, stimule et finance les ouvrages sans tenir compte de l'existence des peuples indiens. C'est encore lui qui est incapable d'adopter des mesures pour une protection concrète.

Le gouvernement est au courant de la violence qui a accompagné dans le passé les grands projets en Amazonie, à l'exemple de la mort de 2000 Indiens Waimiri Atroari lors de la construction de la route BR 174. Malgré cela, il continue de se soumettre aux intérêts des pilleurs et répète des scénarios qui portent atteinte à la vie et au futur de ces peuples.

Il ne fait aucun doute que l'option développementaliste adoptée n'accorde aucun espace aux peuples indiens et encore moins aux peuples indiens isolés. Et pas davantage aux communautés traditionnelles, à la diversité culturelle et à la nature. Reste à savoir s'il s'agit là de ce futur, bâti sur la base de la violence et de la déprédation, que souhaite la société brésilienne.

(1) Pétition de Survival International et Cimi adressée à la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme, le 3 mai 2013.

(2) Idem

(3) Compte rendu du voyage de l'équipe du CIMI au niveau du cours supérieur du fleuve Envira (Alto Rio Envira). Visite des peuples Madija et Ashaninka de l'Alto Envira. Du 10 au 25 février 2013.

(4) MC 382/10, CIDH, OEA.

(5) MC-382-10/P-817-11 Comunidades da bacia do rio Xingu, Pará, Brasil, avril 2013. Note élaborée par Jamylie Braga Salles, étudiant en droit, membre de l'équipe juridique de l'organisation AIDA et advocacy assistant de l'organisation International Rivers. Analyse lue et approuvée par les entités SDDH, Aida, Movimento Xingu Vivo para Sempre et Justiça Global, signataires du MC 382/2010.

Source : Élaboré par l'Équipe du Cimi en soutien aux peuples Indiens isolés, mai 2013, sur la base du compte rendu sur la violence, 2012.

[index](#)

---

- Peuples en isolement volontaire au Pérou



Photo : Indiens mascho-piros de la réserve Madre de Dios - Diego Cortijo - Sociedad Geográfica Española, 2011. Source: Pueblos Indígenas en aislamiento voluntario y contacto inicial, IWGIA – IPES – 2012

L'Amazonie péruvienne et les zones voisines qui s'étendent sur d'autres pays sont habitées par différents peuples ou groupes de peuples en isolement volontaire. Leurs langues ont surtout été classées dans deux familles linguistiques : aruaque et pano. D'autre part, il existe un grand nombre de groupes pas encore identifiés dans la vaste région où se trouvent les sources des fleuves

Tahuamanu, Yaco, Chandless, Las Piedras, Mishagua, Inuya, Sepahua et Mapuya, au sud-est. Mais des études récentes indiquent la présence de groupes qui semblent appartenir aux familles linguistiques záparo et waorani à Loreto, près de la frontière avec l'Équateur, et d'autres non identifiés au sud de Madre de Dios, près de la frontière avec la Bolivie.

L'information sur leur existence se base essentiellement sur des témoignages de certains membres de ces mêmes peuples avec qui le contact a été établi récemment, ainsi que des peuples indiens et non-indiens qui vivent près de leurs territoires et les aperçoivent ou tombent sur leurs traces quand ils sortent pêcher ou chasser. Ces vestiges peuvent être des habitations, des restes de feux, des aliments, des vêtements, des ustensiles, des flèches, des chemins tracés, des morceaux de branches pour barrer le passage ou prévenir qu'il est interdit de pénétrer sur leur territoire, des pièges, entre autres. Les autres témoins de leur présence sont les ouvriers des entreprises pétrolières, les bûcherons, les chasseurs, les pêcheurs, les missionnaires, les fonctionnaires de l'État et le personnel chargé de la surveillance des zones naturelles protégées, les anthropologues, les militaires des postes de contrôle aux frontières et les aventuriers.

Des sources historiques et ethnographiques indiquent que plusieurs groupes d'indiens amazoniens se sont retirés dans des zones inhospitalières de leurs territoires ou à proximité après avoir fortement résisté à la présence et aux attaques violentes des gens de l'extérieur, et être décimés ou gravement affectés.

Source : « Perú, despojo territorial, conflicto social y exterminio », in : Beatriz Huertas Castillo, Pueblos Indígenas en aislamiento voluntario y contacto inicial, IWGIA, IPES, 2012.  
[www.iwgia.org/iwgia\\_files\\_publications\\_files/0603\\_aislados\\_contacto\\_inicial.pdf](http://www.iwgia.org/iwgia_files_publications_files/0603_aislados_contacto_inicial.pdf)

#### Peuples en isolement, peuples ayant des droits

Dans le cadre juridique international, les droits des peuples indiens isolés sont reconnus, même s'ils ne sont évoqués que depuis quelques années. La Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones du 13 septembre 2007 leur garantit le droit de « vivre dans la liberté, la paix et la sécurité en tant que peuples distincts » (article 7) et oblige les États à mettre en place des mécanismes efficaces pour prévenir et compenser « tout acte ayant pour but ou pour effet de priver les autochtones de leur intégrité en tant que peuples distincts, ou de leurs valeurs culturelles ou leur identité ethnique » (article 8.2.a) et « toute forme d'assimilation ou d'intégration forcée » (article 8.2.d).

Dans le système interaméricain, la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH), organisme autonome et indépendant de l'Organisation des États Américains, a abordé le thème des peuples indiens en isolement par le biais de ses différents mécanismes. La CIDH a octroyé deux mesures de précaution pour la protection des peuples indiens en isolement : la mesure de précaution 91-06 sur les peuples indiens Tagaeri et Taromenane de l'Équateur, et la mesure de précaution 262-05 sur les peuples indiens en isolement volontaire de Mashco Piro, Yora et Amahuaca, du Pérou.

À la différence des autres sujets de droits, les peuples indiens en isolement ne peuvent, par définition, défendre eux-mêmes leurs droits devant les instances nationales ou internationales. C'est la raison pour laquelle la

protection de leur vie et de leur culture est particulièrement importante pour le système interaméricain des droits de l'homme.

Les défis et les menaces sont les mêmes : l'invasion progressive, mais persistante, de leurs territoires, l'exploitation légale et illégale des ressources naturelles qui se trouvent sur ces territoires (depuis l'époque du caoutchouc jusqu'au commerce de bois précieux, en passant par les hydrocarbures et les minerais à l'heure actuelle), les maladies, les épidémies et tout ce que cela entraîne.

Diffuser des informations sur les peuples en isolement et aider le monde à prendre conscience de leur situation et de leurs droits est un devoir qui nous incombe à tous, défenseurs des droits de l'homme.

Beatriz Huertas Castillo, IWGIA,

[http://www.iwgia.org/iwgia\\_files\\_publications\\_files/0603\\_aislados\\_contacto](http://www.iwgia.org/iwgia_files_publications_files/0603_aislados_contacto)

## Peuples en isolement volontaire dans des réserves

Pour connaître la situation des peuples en isolement dans les réserves du Pérou, nous avons donné la parole à Daniel Rodríguez, David Hill et Alejandro Chino Mori. Tous trois nous ont fait part de leur expérience de travail : dans la réserve de Madre de Dios pour D. Rodríguez, dans la réserve Nahua Kugapakori pour D. Hill et dans les réserves Isconahua et Murunahua pour A. Chino Mori.

### • Les politiques péruviennes sur les peuples indiens isolés

Daniel Rodríguez, qui a travaillé pour la Federación Nativa del río Madre de Dios y Afluentes (FENAMAD), rappelle l'approbation en 2006 de la loi sur la protection des peuples en isolement ou 'récemment contactés'. Cette loi a reconnu leurs droits et défini leur vulnérabilité, ainsi que les obligations de protection de l'État.

David Hill est membre de l'organisation Forest Peoples Programme et a travaillé comme consultant dans la réserve Nahua Kugapakori. Il mentionne les 5 « réserves territoriales » intangibles créées pour ces peuples et qui totalisent 2,8 millions d'hectares. Même si ce sont des figures territoriales intéressantes qui ont servi de bases légales au développement de politiques sanitaires spécifiques, la normativité des réserves indiennes revient au mouvement indien, qui s'est battu à grand renfort d'études et de pressions. De l'avis de David Hill, la politique étatique de protection des peuples isolés est fragile, et l'État se situe à la traîne de la société civile.

D'un autre côté, la définition des territoires telle qu'elle apparaît ouvre la voie à l'extraction légale de ressources naturelles sur des territoires de peuples isolés : l'extraction est autorisée en cas d'« intérêt national ». L'ambiguïté juridique donne lieu à des contradictions entre l'obligation de protéger les peuples isolés et la promotion de politiques d'extraction et de développement sur leurs territoires (hydrocarbures et méga-projets en Amazonie).

Hill cite comme exemple « le rapport récent du Ministère de la Culture sur l'Évaluation de l'Impact Environnemental (EIA) de l'expansion du projet gazier de Camisea, dans la réserve Kugapakori-Nahua-Nanti, qui affirmait que l'entreprise pourrait 'dévaster' ou 'exterminer' trois des peuples indiens

de la zone. Ce rapport a disparu de la sphère publique en quelques heures et annulé une semaine plus tard. Pour l'heure, il est en train d'être réécrit. Pendant ce temps, plusieurs fonctionnaires du ministère ont 'démissionné'. Cela montre combien le gouvernement actuel du Pérou prend ces questions au sérieux ! ».

Pour lui, plusieurs groupes d'Indiens isolés sont de moins en moins invisibles dans certains secteurs de l'Amazonie. Leur proximité est interprétée par certains comme la volonté de sortir de l'isolement et l'intention d'établir le contact. Cela rend les travaux de protection des droits de ces peuples de plus en plus difficiles et montre l'urgence d'augmenter les efforts minimum de contrôle territorial réalisés jusqu'à présent.

Alejandro Chino Mori est assistant juridique pour la question des peuples indiens en isolement volontaire de l'organisation régionale Aidesep Ucayali (ORAU) et membre de l'Association Interethnique de Développement de la Jungle Péruvienne (AIDSESP). Il considère qu'au Pérou « il n'existe pas encore de politique clairement définie par l'État, et plus spécifiquement par les gouvernements, en faveur des peuples indiens en situation d'isolement volontaire ni de ceux ayant récemment établi le contact. La lutte constante de notre organisation indienne AIDSESP et ses bases régionales, comme l'ORAU, a réussi à ce que les droits collectifs et individuels de ces peuples soient au moins respectés d'une manière ou d'une autre, même s'ils ne sont pas encore garantis et vulnérables ».

- Nombre de groupes de peuples en isolement

Les spécialistes internationaux s'accordaient sur le nombre approximatif de 20 groupes en 2005. Actuellement, on parle de 15 à 20 groupes pour un total d'environ 1 000 personnes de plusieurs familles linguistiques (surtout pano et aruaque, mais aussi zaparo, waorani et d'autres méconnues).

Beaucoup de membres de certains groupes ont noué des liens avec la société péruvienne, mais d'autres ont choisi de ne pas établir de contact, comme les Matsigenkas, les Asháninkas et les Cacataibos. Certains de ces peuples sont dans les zones nord et centre du Pérou, mais la plupart se trouvent dans le sud-est.

Alejandro Chino Mori cite les peuples identifiés dans les réserves suivantes : les Mashco-piros, les Mastanahuas et les Chitonahuas dans la réserve de Mashco Piro ; les Chitonahuas et les Mashco-piros dans la réserve de Murunahuas, les Isconahuas et les Remos dans la réserve d'Isconahua.

- Les réserves existantes sont-elles suffisantes ?

David Hill est catégorique : « Absolument pas. Comme je l'ai déjà dit, les 5 réserves existantes n'ont jamais été correctement protégées et ne couvrent même pas toutes les zones habitées par les peuples isolés. La réserve Madre de Dios en est un exemple. Dans la pratique, elles signifient peu ou rien. De plus, il y a les 5 réserves proposées qui n'ont pas encore été établies, et les peuples indiens en isolement volontaire qui vivent dans des zones où il n'y a ni réserve ni proposition de réserve ».

Alejandro Chino Mori pense aussi que les réserves existantes ne sont pas suffisantes pour les peuples en isolement, « d'autant que leurs territoires ancestraux vont au-delà de ce qui est délimité pour une raison toute simple : pour eux, il n'existe ni limite ni frontière dans leurs déplacements ou trajets ».

Et Daniel Rodríguez d'ajouter : « La relation avec les territoires est dynamique et fluide. La création

de réserves avec des limites fixes n'est pas adaptée à la logique de ces peuples, encore moins s'ils sont sujets à des pressions variables et à des changements écologiques et climatiques ».

- Situation des peuples en isolement qui ne sont pas dans des réserves

Même si les situations varient beaucoup pour les peuples en isolement en dehors des réserves comme à l'intérieur, Daniel Rodríguez estime que les deux cas de figure ne diffèrent pas tant que ça dans la mesure où la protection dans les réserves est loin d'être à la hauteur. Théoriquement, leur présence dans un parc national change la donne puisqu'il existe plus de moyens pour contrôler le rapprochement des personnes et prévenir une prise de contact ; néanmoins, ces zones sont aussi ouvertes à des activités comme le tourisme ou la recherche scientifique, qui limitent l'exercice des droits de ces peuples.

Alejandro Chino Mori : « Pour les peuples qui ne sont pas dans des réserves, l'AIDSESEP a fait des propositions formelles à l'État pour qu'ils soient reconnus ».

- Les réserves en cours de création

Il y a plusieurs années, les organisations indiennes ont proposé, avec le soutien d'autres organisations sociales, la création de 5 réserves en plus de celles qui existent déjà.

Alejandro Chino Mori : « La Commission Multisectorielle, créée par la Loi 28736, est chargée d'examiner les réserves en cours de création qui font déjà l'objet d'un avis technique favorable. La commission doit l'approuver et le renvoyer à la présidence du Conseil des Ministres qui devra l'approuver à son tour ».

David Hill : « Dans une lettre adressée à l'AIDSESEP au début de cette année, le Ministère de la Culture a fait part de son soutien pour les 5 réserves proposées. Ces propositions devaient être discutées par une commission intergouvernementale à Lima en août, mais la réunion a été reportée au mois prochain. On ne sait pas ce que cela va donner. Depuis les démissions au Ministère suite à l'EIA du « Bloc 88 », le personnel y est très différent. Mais tout ce processus, qui dure depuis des années et a été actionné par la société civile, et en particulier par les organisations indiennes, est vraiment très embarrassant pour le gouvernement péruvien. Ou du moins devrait l'être. Une fois de plus, cela montre très clairement combien le gouvernement se soucie peu des peuples indiens en isolement volontaire, autrement dit des droits de certains des citoyens les plus vulnérables du pays ».

- Le consentement préalable éclairé et les peuples isolés

Les directives de l'ONU sur la protection des peuples isolés reconnaissent l'isolement comme une manifestation de volonté politique. Par conséquent, le droit de ne pas participer doit être respecté comme tel – une position renforcée si l'on considère la vulnérabilité immunologique bien connue de ces peuples. Le Pérou a obligation de le respecter au regard du droit international et de l'interprétation de la Cour Interaméricaine sur les Droits de l'Homme de la Convention Américaine sur les Droits de l'Homme, qu'il a signé en 1978.

David Hill : « Cela veut dire – ou plutôt, devrait dire – que le Pérou ne peut accorder des concessions à des compagnies pétrolières et gazières, ni à aucune autre, dans des régions où il y a des peuples isolés. Évidemment non. Ce sont des peuples isolés ! Ils sont en 'isolement volontaire'. Ils n'ont pas de contact avec l'État, donc celui-ci n'a pas pu obtenir leur consentement.

Cela dit, le risque est que ce concept soit manipulé et que l'on tente ou que l'on fabrique un contact avec les peuples isolés, juste pour obéir à la loi et/ou faire comme si le consentement avait été donné. Cela serait non seulement contraire au consentement libre, préalable et éclairé (comment ces personnes pourraient-elles être réellement 'informées' des opérations d'extraction pétrolière ou gazière sur leurs territoires ?), mais aussi catastrophique, comme je l'ai déjà expliqué. En tant que peuples indiens, ils ont aussi le droit à l'autodétermination, reconnue par les lois internationales. Cela veut dire qu'ils ont le droit de vivre comme ils l'entendent, dans ce cas en « isolement volontaire ». Le gouvernement péruvien doit respecter cela, et s'il le fait il donnera un exemple progressiste de droits de l'homme aux autres pays où il y a aussi des peuples isolés ».

Daniel Rodríguez : « Il faut prendre des décisions en fonction de chaque situation spécifique, à l'exemple du groupe Mashco-Piro de la région du cours supérieur du fleuve Madre de Dios [Alto Madre de Dios] qui, depuis mai 2011, est devenu chaque fois plus visible et a donné des signes de vouloir communiquer avec les autres. Même si on ne peut nier la possibilité de l'échange dialectique dans ce cas, il faut réfléchir sur la forme et les conditions d'un processus de dialogue. Ce processus de définition de stratégies consensuelles de relation n'a pas encore officiellement démarré, pourtant il est nécessaire dans plusieurs secteurs ».

- Les nouvelles technologies de cartographie (Google Earth, GPS) : bénéfiques ou sources de menace pour les peuples isolés ?

Pour Alejandro Chino Mori, les nouvelles technologies en tant qu'outils de travail permettent d'obtenir des données plus précises sur les espaces territoriaux où vivent les peuples isolés, de connaître les endroits exacts de leur localisation ou de trouver des indices de leurs existence.

Daniel Rodríguez : « C'est un point fondamental. Les images des peuples isolés et leur localisation sont des informations de plus en plus fréquentes dans les médias. Politiquement, ces matériels remplissent un rôle très important vu qu'au Pérou certains secteurs du gouvernement ont à plusieurs reprises publiquement questionné l'existence de ces peuples. La lutte pour les droits de ces peuples s'est en grande partie centrée sur le fait de les montrer nationalement et mondialement. Le cas le plus évident a été la diffusion par la Fondation brésilienne de l'Indien (Funai) de photos aériennes d'un groupe à la frontière entre le Pérou et le Brésil, en 2008.

Il faut aussi réfléchir sur l'utilisation des images : l'exposition publique et répétée d'un groupe dans les médias peut risquer d'entraîner chez les autres l'envie d'aller à leur rencontre. Et il y a aussi la question éthique vis-à-vis de leur image. Dans le cas concret du groupe Mashco-Piro de l'Alto Madre de Dios, cette exposition n'a pas été synonyme de changements significatifs sur le plan des politiques publiques de protection ».

La situation dans la réserve de Madre de Dios  
– Entretien avec Daniel Rodríguez –

- Quelles sont les caractéristiques de la réserve de Madre de Dios et sa relation avec les peuples indiens en isolement volontaire ?

La réserve de Madre de Dios a été une solution pour la protection territoriale de peuples isolés au nord de cette zone, adoptée pendant une période politiquement et économiquement tumultueuse sur le plan régional.

Un accord a été trouvé pour délimiter la zone sans prendre en compte les

données existantes sur la territorialité des peuples isolés, de sorte que la limite Est qui sépare la réserve de la zone de concessions forestières est artificielle.

La présence de groupes isolés en dehors de la réserve est un problème qui s'accroît depuis quelques années et constitue une problématique complexe parce que les territoires utilisés par ces peuples se superposent aux droits d'autres peuples indiens installés là.

D'un autre côté, la réserve est un paradigme du modèle de protection des droits au Pérou, avec surtout l'absence notoire et soutenue de l'État et le rôle prédominant de la société civile – en particulier de l'organisation indienne régionale FENAMAD – dans l'implantation de politiques de protection. La FENAMAD a exercé le rôle d'un catalyseur dans la création de la zone en 2002, et elle continue son travail de protection territoriale et d'alerte en lien avec les communautés indiennes voisines, en particulier dans le bassin du fleuve Las Piedras.

Ces dernières années, l'État via son organisme en charge de la coordination des politiques de protection des groupes isolés, l'INDEPA, a fait part de son intérêt à assumer la protection de la réserve. Mais ces initiatives sont essentiellement déclaratives et n'ont pas donné de résultats pratiques. Pire, la tendance est de ne pas reconnaître les travaux et le rôle des organisations indiennes et de leurs communautés. C'est la raison pour laquelle les conflits se sont accentués entre les organisations indiennes et l'État à propos de la légitimité de la représentation des intérêts des peuples isolés.

- Quelles sont les menaces qui pèsent sur les peuples indiens en isolement volontaire dans ces régions et quelles sont les tendances ? Les menaces sont les mêmes que celles qui sont apparues au moment de la création des réserves, ou en existe-t-il d'autres ?

Il y a eu des changements importants dans la réserve territoriale. La nature des menaces n'est pas aussi visible qu'au moment de sa création et des années qui ont suivi, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de présence massive de bûcherons illégaux à l'intérieur – même s'il y a des zones d'extraction illégale. Les activités liées au commerce du bois se sont en grande partie officialisées et se développent autour de la réserve. Ces grandes entreprises travaillent sur des territoires qui ont des limites directes avec la réserve et sont occupées par des groupes isolés. Plusieurs d'entre elles disent vouloir contribuer à la protection de la réserve, mais nous avons des informations qui montrent qu'elles continuent à extraire du bois des zones de leur concession où a été enregistrée la présence de groupes isolés. Et en faisant cela, elles mettent la vie des travailleurs et des Indiens en danger. Cette situation est complexe. Ils ont des droits octroyés par l'État, mais il faut savoir que le processus d'octroi de ces concessions dans la création de la réserve a été le fruit d'une négociation politique et non d'une décision prise sur la base des données territoriales existantes.

D'un autre côté, il existe une série de questions qui ne sont pas tangibles et

qui affectent les peuples isolés, comme la relation complexe entre ces peuples et leurs voisins, ou encore les changements climatiques et écologiques. Dans le cas des Mashco-Piros, ils se déplacent sur des territoires très vastes en fonction des ressources qui apparaissent dans des lieux précis ; ils vont par exemple près des cours d'eau pendant les périodes sèches pour ramasser des œufs de tortue ou d'autres animaux. Pendant les grandes sécheresses qui prolongent les étés et assèchent les cours d'eau, ils restent plus longtemps au bord de l'eau au lieu de retourner dans les zones plus élevées. Du coup, plusieurs rencontres sont possibles à proximité des plages, avec les conséquences que l'on connaît. Les changements du climat modifient aussi les dynamiques de la chasse.

Il ne fait aucun doute que les projets de développement dans des zones voisines ont de sérieuses conséquences sur la mobilité des peuples isolés, et que le passage de personnes par la réserve est devenu visible, y compris pour le trafic de drogues.

### Situation de la réserve Nahua Kugapakori

– Entretien avec David Hill –

- Quelles sont les caractéristiques de la réserve Nahua Kugapakori et sa relation avec les peuples indiens en isolement volontaire ?

Cette réserve a été créée en 1990. En 2003, elle a obtenu une protection légale plus importante par le biais d'un décret présidentiel ; à l'occasion elle a inclus dans son nom, en plus des Kugapakoris et des Nahuas, les Nantis et les « autres ». Elle s'étend sur plus de 450 000 hectares et se situe entre le fleuve Urubamba, l'un des principaux affluents de l'Amazonas, et le parc national de Manu, décrit par l'UNESCO comme le lieu abritant la plus grande biodiversité de la planète. Malheureusement, comme les 4 autres réserves elle n'a jamais été correctement protégée. La situation est d'ailleurs tragiquement ironique : cette réserve a la « meilleure » protection légale de toutes les réserves existantes, possède encore quelques postes de contrôle et est financée par le gouvernement, mais dans la pratique c'est la moins protégée.

En 2000, le gouvernement péruvien a signé un contrat avec le consortium de Camisea pour une concession appelée « Bloc 88 » – 75 % de ce lot se trouve sur la réserve et la traverse sur presque toute la moitié. Depuis, Pluspetrol perfore et pompe le sol en quête de gaz. Comme elle prévoit désormais d'étendre ses opérations dans la réserve plus au nord, à l'est et au sud, plusieurs organisations ont alerté les Nations Unies en janvier dernier : l'organisation indienne nationale AIDSEP, les organisations indiennes régionales COMARU et ORAU, ainsi que Forest Peoples Programme, pour lequel je travaille comme consultant. Ces plans d'expansion incluent la perforation de puits et la réalisation de tests sismiques 2D et 3D dans des zones utilisées par les peuples indiens en isolement volontaire, comme par

exemple au sud-est et au nord-est du Bloc 88, aux sources des fleuves Cashiriari et Serjali. La compagnie Pluspetrol le reconnaît ouvertement dans son Évaluation de l'Impact Environnemental (EIA). Elle affirme que les peuples indiens en isolement volontaire sont très vulnérables, que le contact est « probable » et qu'il peut provoquer des « morts en masse ». En réalité, l'IEA reconnaît que les opérations de Pluspetrol en 2002 et 2003 ont occasionné un contact forcé avec certains Matsigenkas en « isolement volontaire ». D'autre part, elle cite l'anthropologue Beatriz Huertas Castillo, qui indique que le projet Camisea a aussi forcé le contact avec certains Nantis.

- Quelles sont les menaces qui pèsent sur les peuples indiens en isolement volontaire dans ces régions et quelles sont les tendances ? Les menaces sont les mêmes que celles qui sont apparues au moment de la création des réserves, ou en existe-t-il d'autres ?

La recherche de pétrole est une des plus grandes menaces. Perenco, Repsol et Subandean exploitent les Blocs 67, 39 et 121, au nord du Pérou, près de la frontière avec l'Équateur. Pacific Rubiales est sur le Bloc 137, également au nord du pays, près de la frontière avec le Brésil. Toutes ces concessions se superposent aux zones habitées par les réserves des peuples indiens en isolement volontaire et par les réserves proposées. Les opérations en sont à des stades différents, donc les menaces sont variées.

Perenco travaille sur des gisements qui ont été déclarés commercialement viables en décembre 2006, et elle avait l'intention de commencer à pomper d'ici juillet. Le type d'infrastructure nécessaire (plates-formes, puits et avec le temps un gazoduc) montre que l'entreprise prétend rester là, sur le territoire des peuples indiens en isolement volontaire. D'un autre côté, Repsol a annoncé une série de découvertes depuis 2005, mais continue d'exploiter en perforant des puits et en réalisant d'autres tests sismiques. Quant à Pacific Rubiales, elle a commencé ses tests sismiques très récemment. Certes, la réalisation de ces tests ne signifie pas que l'entreprise va rester sur une zone autant de temps que si elle découvrait des réservoirs à exploiter, mais comme l'a reconnu la Defensoria Popular du Pérou, la phase d'exploration et celle qui a le plus de chances de générer des contacts à cause de la manière dont les équipes sismiques se déplacent. Comme je l'ai déjà dit plusieurs fois, tout type de contact – et je dis bien TOUT TYPE – entre les peuples indiens en isolement volontaire et les travailleurs des entreprises peut être catastrophique à cause du manque de défenses immunologiques de ces peuples ; de simples gripes ou rhumes peuvent facilement les tuer. Sans parler de ce qui arrive quand il y a des fuites de pétrole. Il suffit de regarder le fleuve Corrientes, au nord du Pérou, pour voir combien cela peut être dévastateur.

Le gaz est une autre grande menace. Mais pas seulement sur le Bloc 88. Il n'est pas exclu que le gouvernement établisse une autre concession sur le « Bloc Fitzcarrald », qui se trouve juste à l'est du Bloc 88 et à l'extrême ouest du parc national de Manu, et diviserait complètement la Réserve Kugapakori-Nahua-Nanti en deux. Le ministre de l'énergie du Pérou a minimisé

l'importance du Bloc Fitzcarrald lors d'une audience au Congrès du Pérou en avril dernier, et ce après un intérêt considérable de la presse et d'opposants de la société civile. Certaines personnes semblent penser qu'il ne s'agit que d'un mythe ou d'un fantasme, mais la menace demeure. Cela ne fait aucun doute.

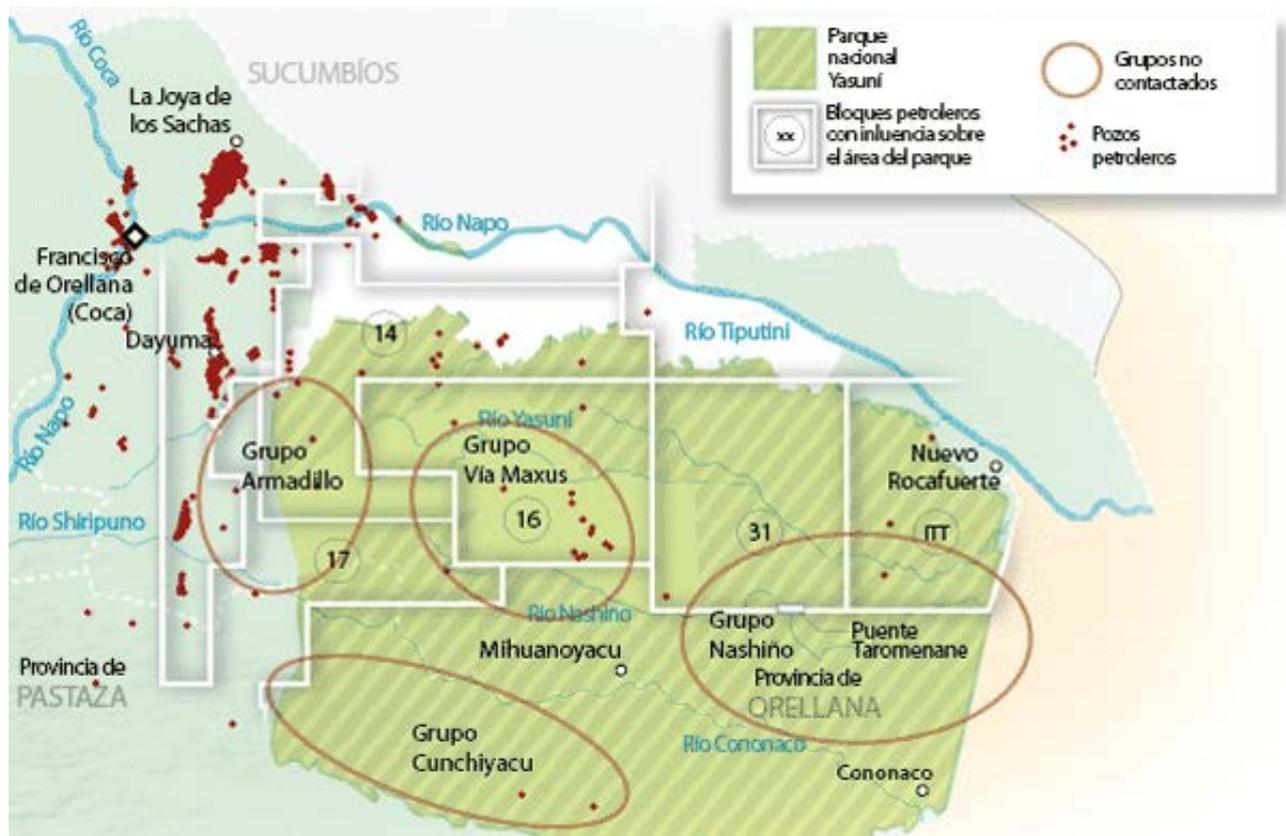
- Il y a d'autres menaces ?

Absolument. Les réserves ont déjà été envahies plusieurs fois par les exploitants forestiers ; mais il y a aussi les missionnaires chrétiens, les trafiquants de drogue, les touristes occasionnels et même des cinéastes en quête de thèmes exotiques. Les missionnaires peuvent être particulièrement dangereux parce qu'ils veulent réellement établir le contact avec les peuples indiens en isolement volontaire. Pour les forestiers, les trafiquants de drogue, les compagnies de pétrole et de gaz, etc., ces peuples ne sont que des inconvénients, une menace potentielle pour leur vie ou, pour ces compagnies, un problème potentiel de relations publiques. Les exploitants forestiers peuvent aussi être spécialement dangereux. Malgré les efforts pour contrôler l'extraction de bois en établissant des concessions, plusieurs d'entre elles se trouvent sur les territoires non protégés des peuples indiens en isolement volontaire ; parallèlement, l'extraction illégale réalisée en dehors de ces concessions augmente beaucoup dans les zones plus reculées, là où il y a encore des bois précieux. Bien sûr, tout cela est complètement dérégulé, et les exploitants forestiers, au contraire des entreprises de pétrole et de gaz, portent très souvent des armes. Moi-même je les ai vus, armés, remontant le fleuve en bateau dans l'une des réserves, avec personne pour les arrêter. Parfois il y a des comptes rendus de bagarres et des bûcherons sont blessés ou même tués par les peuples indiens en isolement volontaire. Par contre on n'entend jamais parler du nombre d'Indiens morts dans ces conflits.

- Les menaces sont les mêmes que celles qui sont apparues au moment de la création des réserves, ou en existe-t-il d'autres ?

Je crois que la plupart des menaces sont toujours les mêmes. Mais si 10 ans auparavant la menace principale venaient des exploitants forestiers, aujourd'hui elle vient d'abord du pétrole et du gaz. Les estimations varient, mais le pourcentage de l'Amazonie péruvienne actuellement occupée par des concessions de pétrole et de gaz est très élevé. Il suffit de regarder une carte ! Cela étant dit, il existe une nouvelle menace qui est, sur le long terme, potentiellement plus grave que toutes les autres. Vous vous souvenez de la loi de 2006 que j'ai mentionné auparavant ? Cette loi a notamment créé une nouvelle catégorie juridique pour les peuples indiens en isolement volontaire, ladite « Réserve Indienne ». D'après l'article 5. C. de cette loi, les ressources naturelles peuvent être exploitées si elles sont considérées comme étant de « nécessité publique ». C'est une grave affirmation, qui finit par faire du reste de la loi une énigme. Maintenant, un plan est en cours pour transformer les cinq « réserves territoriales » en « réserves indiennes », donc pour les faire passer de supposées « intangibles » à « tangibles ». Exploitable. Cela ne veut malheureusement pas dire que cette « intangibilité » ait beaucoup de sens

- Équateur : la Zone Intangible Tagaeri-Taromenane du Yasuni



En 1999, un décret présidentiel a donné naissance à ladite Zone Intangible [Zona Intangible] Tagaeri-Taromenane (ZITT) dans le Parc National Yasuni. Une action significative, qui interdirait pour toujours des opérations extractivistes, y compris l'exploration pétrolière. Selon le décret, les zones intangibles sont des « espaces protégés d'une grande importance culturelle et biologique, où il est interdit de réaliser tout type d'activité d'extraction en raison de leur valeur élevée pour l'Amazonie, l'Équateur, le monde, les générations actuelles et futures ».

La Zone Intangible compte environ 700 000 hectares de la zone sud du Parc, qui équivaut au noyau central du Parc National Yasuni et à une partie du territoire des Tagaeri-Taromenanes, des groupes d'Indiens de la famille des Waoranis ; ils vivent en Amazonie équatorienne, entre les fleuves Yasuni et Curaray, et partagent le territoire avec d'autres groupes waoranis. Par suite du pic pétrolier des années 1970 et de l'occupation de leur territoire par des blocs pétroliers au cours des vingt dernières années, les Tagaeri-Taromenanes ont choisi l'isolement. Leur visibilité récente est due au recul de la frontière entre l'extraction et leurs zones de refuge.

La création de la Zone Intangible, qui paraît être une mesure de protection, a laissé ouverte la question d'une intervention possible dans le reste du Parc. C'est la raison pour laquelle la Zone Intangible est cernée de blocs pétroliers de toutes parts.

Il convient d'ajouter que la délimitation de la Zone Intangible ne répond pas à la territorialité exercée par les peuples isolés. D'un autre côté, la simple installation de pancartes d'avertissement ne suffit

pas à empêcher les incursions illégales dans la zone et ne garantit pas la libre circulation des peuples isolés. Le manque de ressources nécessaires à leur subsistance et la contamination environnementale (tous deux provoqués par l'activité pétrolière) oblige chaque fois plus les peuples isolés à chercher de quoi manger dans d'autres zones. En outre, cette pression sur leurs territoires a intensifié les conflits interethniques.

L'une des particularités des peuples Tagaeri et Taromenane du Yasuni est l'agressivité manifestée à plusieurs reprises (depuis le « boom » pétrolier) au monde extérieur, et surtout aux exploitants forestiers qui s'introduisent sur leur territoire. Si l'on enregistre quelques attaques à partir de l'entrée des entreprises pétrolières dans la zone, la situation s'est aggravée au fur et à mesure qu'augmentait la pression provoquée par l'extraction illégale de bois, l'extraction légale de pétrole et l'expansion de la frontière agricole.

Les conflits sont liés aux caractéristiques démographiques et idéologiques de leur structure sociale de chasseurs-cueilleurs-horticulteurs, héritée des Waoranis. Historiquement, ces groupes isolés se caractérisent par une relation agressive avec les « non-personnes » (coworis dans la langue wao tededo), et la guerre joue un rôle central pour le maintien de leur identité de groupe et leur territorialité.

Dans ce cadre, il est plus que probable que la présence d'agents externes sur leur territoire occasionne des conflits, des confrontations et des attaques.

D'après la dénonciation de l'organisation Acción Ecológica, la délimitation de la Zone Intangible a été élaborée « en complicité avec les grandes transnationales qui possèdent des concessions pétrolières dans la Réserve de la Biosphère Yasuni. Ces compagnies ont fourni des cartes, des informations, une infrastructure et, finalement, exercé une pression considérable ». Résultat, les limites vont dans le sens des intérêts des compagnies pétrolières et non des pratiques de mobilité et de campement des peuples Tagaeri et Taromenane.

Le « surgissement » des peuples en isolement volontaire dans le cadre juridique national est un défi pour l'État. Ces peuples en isolement représentent la limite de l'institutionnalisme étatique et de son cadre juridique, et la dette de l'État par rapport à leurs vies et leur culture est énorme.

Finalement, Acción Ecológica propose que « tout programme de protection des peuples isolés signifie nécessairement l'interdiction de l'extraction de pétrole sur le territoire qu'ils occupent ; cette transition devrait donner lieu à un nouveau modèle économique, à un Équateur post-pétrolier ».

Article basé sur : Ecuador : Critican decreto de zona intangible en Pque Nacional Yasuni, Nathalia Bonilla et José Proaño, Acción Ecológica, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=44563> ; La geografía imposible de la Zona Intangible Tagaeri Taromenane, article dans Geoyasuni.org, [http://www.geoyasuni.org/?page\\_id=830](http://www.geoyasuni.org/?page_id=830) ; et informations fournies par Alexandra Almeida, Acción Ecológica, e-mail : [yasuni@accionecologica.org](mailto:yasuni@accionecologica.org)

[index](#)



Photo: Survival International

Une autre grande menace plane sur certains groupes isolés : le tourisme de masse pratiqué par les agents touristiques privés et les guides locaux, qui n'hésitent pas à survoler les territoires identifiés pour satisfaire les touristes.

Dans les Îles Andaman, la nouvelle attraction touristique est le « safari » : il s'agit d'observer les Jarawas, une tribu avec qui le contact a été récemment établi et qui a commencé à avoir des relations avec le monde extérieur. Mais de quelle manière ?

D'après les anthropologues, les Jarawas sont les descendants de certains des premiers humains qui ont quitté l'Afrique en direction d'autres territoires. Ils mènent une vie simple. Les hommes chassent des porcs et des tortues avec un arc et des flèches et les femmes cueillent des fruits et récoltent du miel.

À partir de 1998, quand un membre du groupe appelé Enmai (cf. Récits de résistance, dans ce numéro) a été rencontré avec la jambe cassée et conduit à l'hôpital, les Jarawas ont commencé à s'aventurer sur les chemins et à se laisser voir. Mais cela leur a coûté très cher. À l'image de ce qui s'est déjà passé pour beaucoup d'autres groupes, ils ont succombé à des maladies pour lesquelles ils n'avaient pas développé d'immunité : rougeole, oreillons et paludisme. D'autres ont adopté les vices des bûcherons : tabac, alcool et stimulants.

La tribu Jarawa compte environ 403 membres et vit désormais dans une réserve au sud des Îles Andaman, dans la Baie du Bengale, en Inde. Même si en 2002 le Tribunal Supérieur de l'Inde a ordonné la fermeture de la route qui traverse la réserve des Jarawas, le chemin reste ouvert et le lieu attire des centaines de touristes. À l'entrée de la réserve où les touristes font la queue, des pancartes signalent qu'il est interdit de prendre des photos, d'avoir des contacts ou d'importuner les membres de la tribu, des gens sans malice, innocents et fortement vulnérables à l'exploitation. Des policiers sont présents, normalement pour les protéger.

Un journaliste du quotidien britannique The Guardian est allé sur place pour voir ce qu'il en était. Il raconte que dès l'ouverture du portail de l'entrée, les touristes ont commencé à prendre des photos et à lancer des bananes et des biscuits aux Jarawas qui étaient au bord de la route, comme s'il s'agissait d'animaux d'un zoo. Le journaliste a filmé plusieurs jeunes Jarawas en train de danser pour les touristes et vu le policier, prétendument présent pour s'occuper d'eux, ordonner à une des fillettes de danser.

Dans la boutique Vyas Brothers de Port Blair, capitale des Îles Andaman, il y a des pièces artisanales et des statues en bois des Jarawas en vente. La personne en charge du magasin a

divisé ce qui avait été gagné avec les Indiens le jour du « safari » : 15 000 roupies (240 \$US) avec le policier (qui aurait dû maintenir les touristes à distance mais qui a fait exactement le contraire) et avec le chauffeur. Et pour les Jarawas ? Des petits cadeaux.

À partir de cette dénonciation, l'organisation de défense des droits des peuples indiens tribaux, Survival, a débuté une campagne contre les « safaris humains ». En janvier dernier, le Tribunal Supérieur de l'Inde a approuvé un « ordre provisoire » interdisant l'entrée de touristes sur la route qui traverse la réserve des Jarawas des Îles Andaman. Mais ce qui paraissait être une avancée n'a pas duré : deux mois plus tard, une autre décision a annulé l'ordre, très certainement à cause des pressions des agents touristiques et des intérêts commerciaux qui entourent le tourisme.

En réponse, Survival a lancé en avril un boycott touristique des Îles Andaman. Des milliers de personnes ont promis de ne plus venir visiter les îles tant que ces excursions ne seront pas supprimées. Certaines agences de voyage ont même supprimé les Îles Andaman de leur destination touristique (cf. [www.survival.es/noticias/9201](http://www.survival.es/noticias/9201)).

La colonisation continue, de différentes manières et sous différents visages, mais elle acquiert un des ses pires aspects dans les actions qui humilient, détériorent et soumettent les peuples isolés, chaque fois plus acculés.

Article basé sur : « Andaman Islands tribe threatened by lure of mass tourism », Gethin Chamberlain, The Guardian, <http://www.theguardian.com/world/2012/jan/07/andaman-islands-tribe-tourism-threat> ; Miles de personas se unen al boicot de las islas Andamán de la India, Survival, [www.survival.es/noticias/9244](http://www.survival.es/noticias/9244).

[index](#)

---

- Les Sentinelles – la tribu la plus isolée dans le monde ?

Photo: Survival International

Vivant sur leur propre île d'à peine 72 km<sup>2</sup>, les Sentinelles sont probablement la tribu la plus isolée dans le monde. On pense qu'ils sont les descendants directs des premières populations humaines venues d'Afrique et qu'ils vivent sur l'île de North Sentinel (l'une des Îles Andaman) depuis 55 000 ans.

Ils ont attiré l'attention internationale après le tsunami asiatique de 2004, quand un membre de la tribu a été photographié en train de lancer des flèches contre un hélicoptère des gardes-côtes venus voir s'ils avaient survécu.

La tribu continue de résister à tout contact avec les étrangers et attaque quiconque essaie de s'approcher. En 2006, deux braconniers indiens se sont arrêtés près de l'île pour dormir après une pêche illégale dans les environs, mais leur bateau s'est détaché et a dérivé vers la plage. Ils ont été retrouvés morts. Les braconniers s'en prennent aux tortues, aux langoustes et aux concombres de mer qui se trouvent à proximité de l'île.

La plupart des informations disponibles proviennent d'observations réalisées depuis des bateaux ancrés à distance de l'île (suffisamment pour ne pas être atteints par une flèche), ainsi que des rares moments où les fonctionnaires ont été autorisés à s'approcher pour leur remettre quelques noix de

coco. Le nom « Sentinelles » provient en fait de leur île, baptisée ainsi par les Anglais quand ils ont colonisé l'archipel dans les années 1850. Personne ne sait comment ils s'appellent entre eux.

Les Sentinelles chassent, se réunissent dans la forêt et pêchent en mer. Ils fabriquent des pirogues étroites qui ne peuvent être utilisées que dans des eaux peu profondes puisqu'elles sont manœuvrées et propulsées par une sorte de pagaie.

On pense qu'ils sont répartis en trois petits groupes. Ils vivent dans deux types de maisons : des grandes cases communales avec plusieurs foyers pour plusieurs familles, et des abris plus temporaires, sans murs, qui peuvent abriter une famille nucléaire.

Personne ne sait combien ils sont – officiellement, la population est estimée à 39 personnes, mais ce nombre est uniquement basé sur les observations effectuées aux jumelles par les fonctionnaires chargés du recensement. Les fonctionnaires ont compté 91 personnes à distance, mais ils sont sans doute plus.

Les femmes utilisent des cordes en fibre au niveau de la ceinture, du cou et de la tête. Les hommes portent des colliers et des bandeaux, mais plus larges, qui peuvent aussi fonctionner comme une armure. Ils utilisent des lances, des arcs et des flèches.

D'après ce qui a pu être observé de loin, il semble que les Sentinelles soient des personnes au port altier, fortes et en bonne santé. Les observateurs ont aussi noté la présence de beaucoup d'enfants et de femmes enceintes. Ces données vont à l'encontre des informations sur les Grands Andamanais, des tribus auxquelles les Anglais ont voulu « apporter » la civilisation. Les contacts et les tentatives d'« intégration » ont été dévastateurs. En 1800, la population des Grands Andamanais était estimée à plus de 6 000. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 53. Les tribus ont été dépouillées de leurs terres et décimées par des maladies. À l'heure qu'il est, elles sont complètement dépendantes du gouvernement. L'alcoolisme et des maladies telles que la tuberculose sont monnaie courante.

En 1879, les Britanniques ont envoyé une grande équipe sur l'île de North Sentinel dans l'espoir d'entrer en contact avec les Sentinelles. Ils sont tombés sur des villages abandonnés, sans aucune trace des Indiens. Après quelques jours de recherche, ils ont trouvé un couple de personnes âgées et quelques enfants ; « dans l'intérêt de la science », ils ont décidé de les emmener dans la capitale des îles. Comme il fallait s'y attendre, ils sont rapidement tombés malades et les personnes âgées sont mortes. Les enfants ont alors été ramenés sur l'île avec plusieurs cadeaux. On ne sait pas combien de Sentinelles ont été malades au prix de cette « science », mais il est probable que les maladies transmises par les enfants aient provoqué un grand nombre de décès.

Pendant les années 1970, des fonctionnaires du gouvernement indien se sont rendus quelques fois sur l'île pour essayer d'établir le contact avec la tribu – des voyages souvent organisés pour divertir les dignitaires. Lors d'un de ces voyages, ils ont déposé deux cochons et une poupée sur la plage. Les Sentinelles ont transpercé les porcs de leurs lances et les ont enterrés avec la poupée. Ces visites sont devenues plus régulières dans les années 1980 ; des équipes accostaient dans des lieux hors de portée des flèches et laissaient des cadeaux (noix de coco, bananes, morceaux de fer,...). Parfois, les Sentinelles semblaient esquisser des gestes amicaux ; d'autres fois, ils emmenaient les cadeaux dans la forêt et lançaient des flèches sur les étrangers.

Il semble y avoir eu une avancée en 1991. Quand les fonctionnaires sont arrivés, les membres de la tribu leur ont fait signe d'apporter les cadeaux et, pour la première fois, se sont approchés sans

leurs armes. Ils sont même entrés dans l'eau en direction du bateau pour aller prendre plus de noix de coco. Mais ce contact amical n'a pas duré. Même si les voyages destinés à leur apporter des cadeaux ont encore continué quelques années, les rencontres n'ont pas toujours été amicales. Les Sentinelles n'hésitaient pas à menacer les fonctionnaires de leurs flèches et sont même allés jusqu'à attaquer un bateau à coup de machettes. Les fonctionnaires n'ont pas réussi à aller plus loin. Personne ne sait pourquoi ils ont d'abord accepté puis refusé hostilement les missions de contact, ni si quelqu'un de la tribu est mort de maladies apportées par ces visiteurs.

En 1996, les missions régulières pour apporter des cadeaux aux Sentinelles ont été interrompues. Beaucoup de fonctionnaires commençaient à se questionner sur le bien-fondé de cette volonté d'entrer en contact avec un peuple sain et satisfait, qui se suffisait à lui-même depuis 55 000 ans. Le contact amical avait eu des conséquences désastreuses sur les Grands Andamanais. L'isolement extrême des Sentinelles les rend très vulnérables aux maladies face auxquelles ils ne sont pas immunisés, ce qui signifie que le contact aurait très certainement des effets tragiques sur eux.

Après une campagne de Survival International et d'organisations locales, la politique actuelle du gouvernement est de ne plus tenter d'établir de contacts avec la tribu et de se contenter d'observer à distance pour voir s'ils sont en bonne santé et s'ils n'ont pas eux-même demandeurs de ce contact.

Article based on:: "Andaman Islands tribe threatened by lure of mass tourism", Gethin Chamberlain, The Guardian, <http://www.theguardian.com/world/2012/jan/07/andaman-islands-tribe-tourism-threat>; "Miles de personas se unen al boicot de las islas Andamán de la India", Survival, <http://www.survivalfrance.org/peuples/jarawa>

[index](#)

---

- Récits de résistance



Photo: [uncontactedtribes.org](http://uncontactedtribes.org)

1. Une vision des Jarawas, avec qui le contact a été établi récemment

Les Jarawas, des Îles Andaman en Inde, ont seulement accepté le contact avec les colons qui vivent près de leur forêt en 1998. Après plus d'un siècle d'hostilité, leur sortie subite de la forêt sans arcs ni leurs flèches est largement liée à l'histoire d'Enmai. En 1996, le jeune Jarawa a passé six mois à l'hôpital après avoir été rencontré par les colons avec une jambe cassée.

Il a dit à Shailesh Shekhar de l'Hindustan Times : « Au début, on avait peur de vous... On vous craignait... On ne savait pas qu'il y avait un monde, une existence au-delà de notre forêt ».

Mais sept ans après son retour dans la forêt, Enmai critiquait les personnes de l'extérieur : « Ils sont méchants... Ils nous attirent pour se servir de nous... C'est pas bien de rester sur les routes et de mendier. Les conducteurs abusent de nous. Tout ça c'est pas bien ».

À présent il ne sort plus de la forêt, sauf pour aller chez le médecin. Et d'ajouter : « La jungle, c'est mieux. Même si j'étais obligé de partir quelques jours, j'aimerais rentrer dans ma famille au milieu de la jungle ».

Source : Survival International, <http://www.survivalfrance.org/peuples/jarawa>

## 2. Avant le contact : la fuite

Un nombre inconnu d'Indiens Ayoreos vit isolé dans le Chaco paraguayen, la vaste zone de forêt broussailleuse qui s'étend au sud du bassin amazonien. Parojnai [prononcer Pau-hai] Picaneira, son épouse Ibore et ses cinq enfants se déplacent depuis de nombreuses années. La zone forestière qu'ils appelaient leur maison est devenue de plus en plus petite et de moins en moins sûre. Des propriétaires terriens achetaient leurs forêts et envoyaient des pelleteuses pour nettoyer le terrain, faisant fi des lois nationales et internationales.

Les incursions constantes des exploitants forestiers ont amené Parojnai et sa famille à changer sans arrêt de lieux pour camper. Chaque déplacement soudain signifiait la perte des plantations effectuées et, très souvent de leurs biens précieux comme des casseroles et des outils.

Parojnai : « On entendait le bruit de la pelleteuse. On a dû s'enfuir immédiatement, mais heureusement on a réussi à emporter toutes nos affaires. On a passé la nuit dans la forêt, mais on a dû se lever avant l'aube parce qu'on avait peur ; et quand on se levait, on a entendu de nouveau le bruit de la pelleteuse. Elle a commencé à se rapprocher de nous. Mon épouse a dû laisser les fruits du najnuñane [caroubier] qu'elle avait cueilli. On a aussi dû laisser d'autres choses pour courir plus vite à cause de la pelleteuse. On a couru d'un endroit à un autre. On aurait dit que la pelleteuse nous suivait. J'ai dû laisser mes outils, mon arc, ma corde, pour courir plus vite.

Finalement, la machine est partie dans une autre direction. Quand je me suis rendu compte qu'elle était partie de l'autre côté, je suis tombé sur une ruche dans un tronc et j'ai pris le miel. On pensait que la pelleteuse pouvait nous voir. On avait planté beaucoup de choses dans le jardin [melon, haricots, citrouille, maïs] parce que c'est l'été. On pensait que la pelleteuse avait vu notre jardin et qu'elle venait manger ce qu'il y avait – et nous avec. La pelleteuse a creusé un chemin juste à côté de notre jardin, c'est pour ça qu'on a eu aussi peur d'elle. On avait toujours vu les avions, mais on ne savait pas que c'était quelque chose d'utile pour les cojñones [Blancs ; littéralement, personnes étranges]. On avait aussi vu des grands nuages derrière l'avion et ça nous avait fait peur, parce qu'on avait pensé que quelque chose pouvait nous tomber dessus. Quand on a vu ces grands avions avec cette fumée blanche derrière, on a pensé que c'était des étoiles ».

Parojnai est mort de la tuberculose en 2008.

Source : Survival International, <http://www.survivalfrance.org/peuples/ayoreo>

## 3. Contact : une histoire personnelle

lbore, une indienne Ayereo-totobiegosode du Paraguay, raconte comment elle et sa famille ont tout risqué et établi le contact le 11 juin 1998.

« On a marché vers un endroit où mon mari, Parojnai, avait une lance aiguisée. On est restés là, on a préparé notre campement. Au bout d'un moment, on a entendu le bruit d'un camion. On est allés prendre le miel, parce que Parojnai avait trouvé un arbre avec du miel. Amajane [l'aîné des enfants] et moi on a vu une pelleteuse. On a vu la pelleteuse et on s'est rapprochés, on n'avait pas peur que les cojñones nous tuent, ça nous était égal.

Là, on a vu une petite maison [en réalité, la caravane du conducteur paraguayen de la pelleteuse]. Amajane nous a dit : 'Restez-là, je vais voir comment sont les cojñones, voir si c'est possible d'avoir un contact avec eux'. À l'époque, on ne savait pas comment étaient les cojñones. Quand Amajane est revenu, il nous a dit : 'J'ai vu des cojñones, mais j'ai eu peur et j'ai pas réussi à aller plus près'. Parojnai m'a demandé si j'avais peur ou non des cojñones. Je lui ai répondu : 'J'ai pas peur, je vais aller plus près d'eux'. Berui [le deuxième fils] a dit : 'Je vais avec toi'. Mais je lui ai dit : 'Je veux pas que tu viennes avec nous. Si les cojñones nous tuent, tu t'occuperas de tes petits frères [Tocoi et Aripei] et tu vivras avec eux. Berui a obéi et est resté avec eux. On est allés en marchant au bord d'une route en direction des cojñones. On a vu la maison des cojñones. Quand on est arrivés près de la petite maison, Parojnai a crié : 'Je suis Parojnai'. Mais il semblait qu'il n'y avait personne dans la maison. À ce moment-là, Amajane a aussi crié : 'Je m'appelle Amajane. Je ne suis pas venu pour vous tuer'. Parojnai continuait de crier : 'Je suis Parojnai' et tout d'un coup un cojñoi est sorti et j'ai vu comment étaient les cojñones, j'ai vu qu'ils étaient des personnes comme nous. Je lui ai dit une fois de plus : 'On n'est pas venus vous tuer, on veut vivre avec vous'.

L'homme a dit 'ehh, ehh, ehh' et j'ai vu qu'il avait très peur. Il n'arrêtait pas de bouger la tête et de regarder derrière, on aurait dit qu'il voulait courir. Il a reculé, et je lui ai dit : 'C'est pas la peine de courir, on va pas vous tuer, on est des bonnes personnes'.

Amajane lui a fait signe de s'approcher. Quand il s'est approché, j'ai pris son bras et Parojnai a pris son autre bras et je lui ai dit : 'Assieds-toi ici. N'aie pas peur de nous'. Et j'ai crié à Parojnai : 'Tiens le toi aussi, on veut pas qu'il s'en aille de nouveau'. Et j'ai répété : 'N'aie pas peur de nous, n'aie pas peur, on est des bonnes personnes'. Et il arrêta pas de répéter : 'ehh, ehh, ehh'.

Je lui répétais : 'N'aie pas peur'. Il avait quelque chose dans la main [un fusil]. J'ai demandé ce que c'était à Parojnai et il m'a répondu : 'C'est une arme'. Et j'ai dit au cojñoi : 'N'aie pas peur de nous, va nous chercher quelque chose à manger, on a faim'. Il est rentré dans sa maison et il est revenu avec un plat plein de gâteaux ; il a mangé des gâteaux devant nous. J'ai goûté, mais j'ai pas aimé. L'homme a passé le plat de gâteaux à tout le monde et il a ri : 'ha, ha, ha', et il a rapporté un peu de soupe dans un autre plat. Comme pour les gâteaux, il a mangé devant nous. J'ai aussi goûté et je n'ai pas aimé.

Parojnai a dit : 'Va chercher de l'eau, j'ai soif, je veux boire de l'eau'. On a vu un seau d'eau et on a bu. Amajane est arrivé juste quand on venait de trouver l'eau du cojñoi. Amajane avait peur de l'eau et il a renversé. Je lui dis : 'Tu ne dois pas gaspiller l'eau'.

Le cojñoi est entré dans sa maison et a rapporté une arme. Amajane et son père sont restés à côté de lui tout le temps, ils le suivaient partout. Tout d'un coup, il a tiré en l'air. J'ai eu peur, j'ai cru qu'il tirait sur mon fils et sur mon mari. Et j'ai crié : 'Heee' et tout à coup, l'homme a enlevé sa chemise et il me l'a donnée en riant. Alors je lui ai donné un collier de purucode [graines noires] et je lui ai mis autour du cou. Parojnai a aussi apporté un collier de purucode et lui a mis autour du cou ».

Sur les photos prises le jour suivant, Ibore apparaît avec la chemise de foot rouge de l'homme. Ibore et ses enfants vivent maintenant dans une petite communauté ayoreo à la limite de la forêt. Parojnai a attrapé la grippe puis la tuberculose juste après la prise de contact, et il est mort de la tuberculose en 2008.

Source : Survival International, <http://www.survivalfrance.org/peuples/ayoreo>

#### 4. Le « dernier de sa tribu »

On pense que cet homme solitaire est le dernier survivant de son peuple, qui a sans doute été massacré par des exploitants agricoles installés dans la région de Tanaru, dans l'état de Rondônia. Il ressemble à ses voisins les plus proches, les cinq derniers survivants des Akuntsu. Quand ils ont été approchés pour la première fois en 1995, ils ont raconté comment leur peuple avait été massacré par les hommes de main des exploitants agricoles, qui ont démoli leur cabane et tiré sur tous ceux qui tentaient de s'échapper.

L'homme vit seul et est constamment en fuite. On ne connaît pas son nom, la tribu à laquelle il appartient et la langue qu'il parle.

Il est juste connu comme « l'homme du trou » à cause des grands trous qu'il creuse pour attraper des animaux pour se cacher.

Il rejette totalement tout type de contact.

Au Brésil, la Fondation Nationale de l'Indien (Funai) a officiellement reconnu un petit lopin de forêt pour sa protection, qui est complètement encerclé par les exploitations agricoles.

Source : Survival International, <http://www.survivalfrance.org/peuples/isoles-bresil>

#### 5. Karapiru Awá, Maranhão, Brésil

Récit recueilli en 2000

La plupart des Awás qui ont été en contact avec les non-Indiens – et beaucoup de ceux qui ne l'ont pas été – sont des survivants des massacres violents qui ont laissé des cicatrices mentales et physiques. Un de ces survivants s'appelle Karapiru et son histoire incroyable témoigne de la résilience du peuple Awá. Il a passé près de 10 ans à fuir seul et a fini par établir des contacts amicaux avec les habitants d'un village de l'état de Bahia. Il avait parcouru environ 1000 km depuis chez lui. Beaucoup plus tard, il a retrouvé son fils Tiramucun qui avait survécu au massacre.

« À l'époque du massacre, j'étais le seul survivant de la famille - je me suis caché dans la forêt et j'ai échappé aux karai [les non-Indiens]. Ils ont tué ma mère, mes frères et soeurs et ma femme. J'ai survécu, en continuant toujours d'échapper aux fermiers. J'ai marché beaucoup, beaucoup, toujours en me cachant dans la forêt. J'avais très faim et ça été très difficile de survivre. Je mangeais des petits oiseaux. Plus tard, quand j'étais très loin de l'endroit où le massacre avait eu lieu, j'ai commencé à attraper des animaux des Blancs par-ci par-là, mais je continuais de m'enfuir. Je mangeais du miel. J'ai trouvé un grand couteau et je le porte toujours sur moi - c'était une arme et ça m'aidait aussi à prendre le miel.

Quand j'ai été blessé par balle pendant le massacre, j'ai beaucoup souffert parce que je n'arrivais à mettre aucun médicament dans mon dos. Je n'arrivais pas à voir la blessure. C'est incroyable que

j'aie survécu - c'est grâce à Tupã [esprit]. J'ai passé des jours à marcher en ayant mal, avec la balle en plomb dans le dos, je saignais, je ne sais pas comment j'ai fait pour que ce ne soit pas plein d'insectes. Mais j'ai réussi à échapper aux Blancs.

J'ai passé beaucoup de temps dans la forêt, en ayant faim et en étant poursuivi par les fermiers. J'étais toujours en fuite, tout seul. Je n'avais personne de ma famille pour m'aider, pour discuter. Alors je suis allé chaque fois plus loin dans la forêt. Aujourd'hui, je ne saurais pas dire où je suis allé. C'était vraiment triste et il y a des moments où je n'aime pas me rappeler de tout ce qui s'est passé, de ce temps que j'ai passé en forêt. Je me sens bien ici avec les autres Awás. Et j'ai retrouvé mon fils après toutes ces années.

J'espère que ma fille ne connaîtra pas les mêmes difficultés quand elle sera grande. J'espère que tout sera mieux pour elle. J'espère que les mêmes choses qui me sont arrivées ne lui arriveront pas. J'espère qu'elle grandira en bonne santé. J'espère que ce ne sera pas comme mon temps ».

Source : Survival International, <http://www.survivalfrance.org/awa>

## 6. Une vision de Wamaxué Awá, Maranhão, Brésil

Récit recueilli en 2010

Wamaxué est un homme Awá qui, avec sa mère et plusieurs membres de son peuple, ont été approchés par un groupe d'Awás non isolés. Aujourd'hui il vit avec sa mère dans une communauté awá. Les autres ont décidé de reprendre leur vie nomade dans la forêt.

« Certains Awás avaient l'habitude de nous voir dans la forêt. Ils ont dû se demander : Où est-ce qu'ils vivent ? Certains sont allés chercher et ont trouvé notre maison dans la forêt.

J'ai grandi dans la forêt. Très souvent, je sortais tout seul pour aller chasser.

Les karais [non-Indiens] sont dans la forêt depuis un certain temps, pour couper des arbres. On marchait dans la forêt et on a vu qu'ils étaient passés par-là. La première fois que je les ai vus, j'étais encore petit. Mon père était encore vivant. Il avait très peur des karais.

Les trois Awás qui étaient venus avec moi sont repartis vivre dans la forêt. Ils sont restés ici quelques temps. Ils ont réalisé le rituel et ont dormi ici quelques jours, mais ils n'ont pas voulu rester.

Il y a encore des Awás qui vivent dans la forêt. Ils passent leur temps à fuir les non-Indiens, qui trouvent leurs pistes. Et eux ils ont peur et ils s'enfuient.

Ils cassent les noix de coco et ils coupent les arbres en silence, alors personne ne s'aperçoit qu'ils sont là. Ils chassent des singes et d'autres animaux la nuit, cachés.

Des fois, ils ont faim pendant la journée. Je le sais parce que j'ai habité dans la forêt. Avant de venir ici, j'ai connu tout ça dans la forêt. Comme moi je le faisais, ils doivent continuer à se cacher, à fuir.

Les non-Indiens sont encore dans la forêt ! Qu'est-ce qui va leur arriver ? Les non-Indiens mettent beaucoup de temps avant de partir, ils sont là depuis longtemps déjà. Malheureusement, ils continuent de détruire la forêt. C'est tragique ! Je suis très inquiet.

Qu'est-ce qui va arriver à mes frères qui vivent toujours là-bas ? Ils vont sûrement continuer à s'enfuir. On avait peur des bûcherons quand on habitait dans la forêt, et aujourd'hui, même en vivant ici j'ai encore peur de leur présence. Ils vont détruire notre forêt ».

Source : Survival International, <http://www.survivalfrance.org/awa>

[index](#)

---

## RECOMMANDATIONS

- "Rocky Road. How legal failings and vested interests behind Peru's Purús highway threaten the Amazon and its people", Global Witness, May 2013,  
[http://www.globalwitness.org/sites/default/files/library/RockyRoad\\_GlobalWitness\\_lo.pdf](http://www.globalwitness.org/sites/default/files/library/RockyRoad_GlobalWitness_lo.pdf)

[index](#)

- "There you go!", Oren Ginzburg, Survival, <http://www.survivalinternational.org/thereyougo> .

[index](#)

- "Progress Can Kill: How imposed development destroys the health of tribal peoples", Survival,  
<http://www.survivalinternational.org/progresscankill>

[index](#)

- "Tribal People for Tomorrow's World", Stephen Corry,  
<http://shop.survivalinternational.org/products/tribal-peoples-for-tomorrow's-world>  
[index](#)

[index](#)

- "Pueblos Indígenas en Aislamiento Voluntario y Contacto Inicial", Dinah Shelton, Antenor Vaz, Beatriz Huertas Castillo, Carlos Camacho Nassar, Luis Jesús Bello, Paola Colleoni, José Proaño, Dany Mahecha R. (ed.), Carlos Eduardo Franky C. (ed.) et la Unión de Nativos Ayoreo de Paraguay e Iniciativa Amotodie, Grupo Internacional de Trabajo sobre Asuntos Indígenas, IWGIA et Instituto de Promoción Estudios Sociales, IPES – 2012,  
[http://www.iwgia.org/iwgia\\_files\\_publications\\_files/0603\\_aislados\\_contacto\\_inicial.pdf](http://www.iwgia.org/iwgia_files_publications_files/0603_aislados_contacto_inicial.pdf)

[index](#)

---

